

# *l'Anti*capitaliste

n°544 | 19 novembre 2020 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



*Contre les violences de genre*

**RIPOSTE ANTICAPITALISTE**

*et* **FÉMINISTE**

## Dossier

**VIOLENCES FAITES  
AUX FEMMES**

Pages 6 et 7

## ÉDITO

Les intégristes cathos mettent  
Castex à genoux Page 2

## PREMIER PLAN

Vaccin Covid. Contre Big Pharma,  
des vaccins universels biens  
communs de l'humanité! Page 2



## ACTU INTERNATIONALE

Hong Kong. La mainmise  
du régime de Pékin franchit  
un seuil décisif Page 5

## LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Gaël Faye  
Page 12



Par CATHY BILLARD

## Les intégristes cathos mettent Castex à genoux

À coups de quelques dizaines, au mieux quelques centaines (record 600 à Versailles), les intégristes cathos ont réuni leurs ouailles ce week-end pour réclamer la réouverture des églises et la célébration des messes. Les grenouilles de bénitier agenouillées sur les parvis et les soutanes noires des prêtres intégristes ont fait la une des médias. Pourtant Darmanin avait menacé en interdisant le rassemblement de dimanche devant une église parisienne: «*Je ne souhaite pas envoyer les policiers et les gendarmes verbaliser des croyants devant une église, évidemment. Mais s'il s'agit d'un acte répété et qui est manifestement contraire aux lois de la République, je le ferai*». Mais on n'a pas beaucoup entendu parler d'amendes, les policiers devaient être occupés ailleurs. Les intégristes cathos anti-avortement, homophobes et tenants des thèses identitaires, ça ne se verbalise pas comme des hospitaliers manifestant contre la fermeture des urgences de l'Hôtel Dieu!

On aurait envie d'en rire, mais le «deux poids, deux mesures» donne plutôt envie de hurler notre colère. Où sont passés les hérauts politiques et journalistiques de la laïcité qui s'indignent des prières de rue lorsqu'il s'agit des musulmans qui n'ont pas de lieu de culte décent? Celles et ceux qui nous abreuvant de grandes analyses sur les dangers des intégristes islamiques qui prendraient en otages les musulmans n'ont plus aucun problème quand les intégristes cathos prétendent s'exprimer au nom de l'ensemble des chrétiens. Celles et ceux qui exhortaient le gouvernement à ne pas céder aux manifestations de dizaines de milliers de Gilets jaunes pendant un an, ni aux centaines de milliers de manifestants contre la réforme des retraites, ont félicité Castex qui a organisé précipitamment une réunion avec les représentants des cultes au lendemain du week-end.

Et Matignon a été compréhensif, communiquant sur «*la nécessité de travailler dès à présent à l'adaptation des règles qui permettent la reprise de l'exercice des cultes*». Églises, commerces, le gouvernement veut relancer les business matériel et spirituel, mais n'a toujours rien cédé pour l'hôpital, qui va continuer de déborder... en priant pour l'arrivée d'un vaccin? Décidément, il y a urgence à ne pas laisser tous ces guignols continuer à décider de nos vies.

## BIEN DIT

La CNCDH [Commission nationale consultative des droits de l'homme] regrette profondément à nouveau que les pouvoirs publics s'engagent sur une voie toujours plus répressive et optent pour des moyens accrus de surveillance, sans concertation avec la société civile et sans aucun égard pour le respect des droits fondamentaux.

Communiqué de la CNCDH au sujet du projet de loi «sécurité globale», 13 novembre 2020.

# À la Une

FACE AU COVID, PRIORITÉ À LA SANTÉ!

## État d'urgence, confinement autoritaire, sanctions... Imposons d'autres solutions!

À l'hôpital, le cauchemar recommence. Après la «première» vague en mars-avril, la deuxième, cet automne, frappe, et elle frappe fort. À nouveau les services sont pleins. Il faut à nouveau pousser les murs pour accueillir les patientEs «Covid» et les soigner, en essayant de ne pas sacrifier les autres malades. Cette fois toutes les régions sont touchées. Et le gouvernement pense «profits».

La pénurie de personnel est critique et rend les conditions de travail encore plus difficiles. Épuisés, écoeurés du manque de reconnaissance, certains démissionnent. Les «renforts», n'arrivent guère pour les remplacer. Les étudiantEs infirmierEs refusent de plus en plus de sacrifier leur formation pour une indemnité dérisoire. Les «héros» d'hier sont redevenus des oubliés et ne le supportent plus. Ainsi, les 40 000 personnels du secteur social et médico-social se voient toujours refuser l'augmentation de salaire de 183 euros attribuée à leurs collègues des services hospitaliers. Les hospitalierEs atteints du Covid-19 qui n'ont pas été placés sous assistance respiratoire ne sont pas reconnus en maladie professionnelle même s'ils ont des séquelles sérieuses. Au CHU de Nantes, les cadres eux-mêmes n'acceptent plus «*de gérer l'absentéisme, en l'absence de moyens quantitatifs et qualitatifs suffisants*» et se sont mis en grève.

### Un confinement autoritaire et inefficace

Macron, Castex, Vèran prétendent que la deuxième vague a pris une ampleur «imprévisible». La réalité est qu'ils n'ont rien voulu prévoir. Pendant des mois ils ont refusé d'entendre leurs propres experts du «conseil scientifique» qui les alertaient sur le retour de l'épidémie. Ils n'ont pas davantage entendu les personnelEs hospitaliers qui exigeaient des recrutements immédiats et pérennes.

La seule voix qu'ils aient écoutée est celle du patronat réclamant que la machine à profits tourne à plein, même au prix de la santé de la population. À nouveau débordés par une



PHOTO: PHOTÉRIE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

épidémie hors de contrôle, ils ont imposé un nouveau confinement, autoritaire, absurde et inefficace. Un patronat qui est aujourd'hui toujours à l'offensive, revendiquant toujours plus d'accommodements vis-à-vis des protocoles sanitaires en prétextant la détresse — bien réelle — de nombreux petits commerçants mais en pensant avant tout aux profits des grands groupes. Pour celles et ceux qui travaillent, et pour la jeunesse qui étudie, la vie doit se résumer au slogan «métré, boulot, dodo». Pour ceux à qui on interdit de travailler, c'est la précarité, les indemnités insuffisantes, et le risque du chômage ou de la faillite. Pour les plus âgés c'est l'isolement. Pour tout le monde c'est la suppression de libertés fondamentales, l'infantilisation et les sanctions pour les récalcitrants. Castex laisse tout juste entrevoir, à celles et ceux qui sauraient se montrer dociles, la récompense d'une «permission» de quelques jours au moment de Noël. Les propos du Premier ministre, osant affirmer que

«*les soignants ne nous demandent pas d'augmenter le nombre de lits de réanimation*» alors que des avions doivent décoller chaque jour pour transférer, faute de place, des malades d'une région à une autre, font scandale.

### Se mobiliser, maintenant!

En attendant l'arrivée d'un traitement ou d'un vaccin, la seule manière d'endiguer l'épidémie serait une stratégie de prévention fondée non sur des mesures autoritaires et inefficaces, mais sur la conviction et l'adhésion du plus grand nombre. Pour cela il faudrait faire confiance à la population en agissant sur le terrain avec elle et en l'aidant à s'organiser pour veiller au respect collectif des «gestes barrières», éviter les contaminations, permettre le dépistage précoce et rapide des personnes contaminées et des «cas contacts», ainsi que leur isolement. Les colères se multiplient contre les conséquences sanitaires et sociales de cette crise: soignantEs et enseignantEs qui exigent des conditions

sûres et satisfaisantes pour exercer leur métier, salariéEs en lutte contre les licenciements, jeunes et précaires jetés dans la misère sans ressources et sans protection sociale, artisans et commerçants et professionnels au bord de la faillite et de la ruine. Le 7 novembre à Toulouse 5 000 personnes, hospitalierEs, salariéEs de nombreux secteurs, forces politiques, Gilets jaunes... ont manifesté contre la politique sanitaire du gouvernement, pour un plan d'urgence dans la santé, contre le tournant autoritaire du pouvoir, et appellent à se mobiliser de nouveau le 21.

Le 10 novembre, les enseignantEs, malgré les pressions et les contraintes, se sont mobilisés pour imposer des mesures sanitaires fiables: dédoublement des classes, cantines... pour continuer à accueillir les élèves. C'est en étendant et en généralisant ces mobilisations, dans l'unité, que l'on pourra éviter les nouvelles catastrophes sanitaires et sociales que ce gouvernement prépare, et imposer:

- Le droit aux loisirs et à la culture maintenu dans le respect de la distanciation physique;
- Le contrôle des salariéEs sur ce qui est produit et comment on le produit;
- Le contrôle des enseignantEs et des élèves sur les conditions d'études;
- L'interdiction des licenciements;
- La réduction et le partage du temps de travail (32h);
- Un revenu mensuel au niveau du SMIC revalorisé, garantissant à chacunE d'éviter d'avoir à «choisir» entre contamination et survie;
- Un logement décent pour touTEs;
- Des papiers pour touTEs les sans-papiers;
- Un plan emploi formation pour former et à embaucher à la hauteur des besoins dans la santé.

## VACCIN COVID Contre Big Pharma, des vaccins universels biens communs de l'humanité!

Les premiers résultats du vaccin contre le Covid-19 de Biontech et de l'américain Pfizer sont une vraie bonne nouvelle, qui va bien au-delà des enjeux boursiers évidents. Une efficacité inespérée de 90%. Mais beaucoup d'interrogations subsistent.

des profits privés qui risquent de priver l'humanité d'un vaccin universel, voilà le pari de la bourse qui s'envole. Le PDG de Pfizer en a profité, le jour de l'annonce, pour vendre ses actions pour 5,6 millions de dollars. Avec l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament, nous réclamons «*la réquisition immédiate des moyens de production pour produire les médicaments dont nous avons besoin. Ainsi qu'une mise en place d'une chaîne de production nationale publique et d'une planification sanitaire, en coordination avec les pays*

européens et capable d'exporter vers les pays à ressources limitées». Fabriquer un traitement contre l'hépatite C, le Sovaldi, cela coûte 100 euros par traitement. Grâce à son brevet, Gilead le fait payer 25 000 euros à la Sécu! Alors il faut réquisitionner aussi les brevets de Big Pharma, imposer une licence obligatoire gratuite. Partout dans le monde, les vaccins doivent être fournis gratuitement à celles et ceux qui en ont besoin, et pas seulement à ceux qui en ont les moyens. S'il est légitime de vacciner d'abord les personnels de santé, les

personnes les plus fragiles, la maîtrise de la pandémie ne pourra reposer que sur l'accès universel au vaccin. Toute autre stratégie abandonne l'idée de stopper la pandémie au profit d'une stratégie qui ne dit pas son nom: limiter les conséquences du virus pour le cœur de l'économie capitaliste, mais abandonner les plus pauvres, au risque évident de voir l'épidémie repartir! Et impossible de compter sur l'OMS, Bill Gates et le philanthrope-capitalisme pour vacciner la population mondiale. L'ONU n'a reçu que 3 milliards de dollars sur les 38 demandés pour son

# Un monde à changer

**ET REVOILÀ LA RÉFORME DES RETRAITES.** Deux des réformes auxquelles tient le plus Emmanuel Macron sont actuellement en rade du fait de la crise: l'assurance chômage et les retraites. À un moment où le chômage s'envole, il est en effet difficile de vendre des réformes supposées inciter à prendre un travail (pour l'assurance chômage) ou à l'exercer plus longtemps (pour les retraites). Ceci alors que les entreprises licencient et utilisent toutes les possibilités de suppression d'emplois.

Pour ce qui est de l'assurance chômage, la réforme est reportée et le gouvernement compte toujours l'appliquer au 1<sup>er</sup> avril 2021. Elle va encore plus réduire les droits des chômeurEs à un point tel que Laurent Berger de la CFDT, d'habitude compréhensif à l'égard du gouvernement, l'a qualifiée de « boucherie ». Pour faire avaler la pilule aux syndicats, une concertation se déroule en ce moment, non sur le principe de la réforme, mais sur ses modalités. Autrement dit, il ne s'agit pas de discuter de la suppression des chaînes, mais tout juste de savoir si elles seront plus ou moins serrées.

Pour ce qui est des retraites, le gouvernement n'a renoncé à rien mais il est plus discret sur le calendrier. À droite, certains y voient l'occasion de rouler des mécaniques. Ce week-end, à l'occasion de l'examen du projet de budget de Sécurité sociale au Sénat, la droite a ainsi déposé un

amendement pour reculer progressivement l'âge légal de départ jusqu'à 63 ans en 2025 et de revoir le nombre de trimestres, en accélérant l'allongement de la durée de cotisations pour atteindre 43 annuités dès la génération 1965. Au moment du vote, la ministre déléguée à l'Autonomie, Brigitte Bourguignon, a jugé que cette mesure était prématurée, et les sénateurs macronistes ont voté contre. Cette initiative sera enterrée par les députés qui ont le dernier mot. Mais cela montre que la réforme des retraites est loin d'avoir disparu. « Prématurée » ne veut pas dire enterrée. C'est d'ailleurs ce qu'a souligné la ministre du Travail: « Elle fait partie des engagements du président de la République pour laquelle on cherchera les voies pour reprendre la concertation avec les partenaires sociaux. » Une autre concertation bidon en perspective.

Dans un communiqué, la CGT qualifie le vote du Sénat de « provocation indécente alors que plus de 800 000 jeunes, pénalisés par la crise sanitaire, ne peuvent s'insérer dans la vie active, que les licenciements dans les entreprises se succèdent, que le chômage et la pauvreté menacent des centaines de milliers de personnes ». Rien de plus juste mais l'important est, malgré les difficultés actuelles, de préparer les mobilisations nécessaires pour mettre en échec les sales projets de ce pouvoir.

PRÉSIDENTIELLE 2022

## Candidature de Mélenchon: qui m'aime me suive?

Sans grande surprise, Mélenchon a donc officiellement lancé sa candidature le 8 novembre dernier au journal de 20h de TF1, il est ainsi le premier à « gauche » à partir. Une vraie stratégie!

« **O**ui, je suis prêt, je propose ma candidature. Quand tout va mal et que ça semble être nuit noire, il faut allumer une lumière pour qu'on se dise qu'il y a un bout au tunnel »: c'est par ces mots, toujours aussi modestes, que Jean-Luc Mélenchon a officialisé, au 20h de TF1, sa troisième candidature à la future élection présidentielle. Ce n'est pas une surprise et malgré quelques jours de retard pour cause de Covid, le calendrier de LFI est respecté. Le plus important pour Mélenchon n'était pas l'annonce de sa candidature mais bel et bien le timing. Il fallait absolument qu'il soit le premier à « gauche » à présenter officiellement sa candidature car plus que jamais pour Mélenchon et les siens, la seule solution c'est lui. En effet, dans les derniers sondages il semble incarner « le mieux l'avenir de la gauche » et semble donc le meilleur atout pour ne pas faire tomber définitivement la « gauche » dans les abîmes de l'oubli. Mais rien



à cette étape ne prouve qu'il peut être le moteur de la construction d'une alternative à Macron et/ou à Le Pen. Mais lui le pense et cela semble être l'essentiel!

**Le sauveur suprême: le retour!** La stratégie de Mélenchon aujourd'hui pour 2022 reste inchangée: tout faire pour que les « autres » se rangent derrière lui. Car si une chose est acquise aujourd'hui au sein de l'ensemble

de la gauche institutionnelle, c'est que son unité en 2022 sera la question centrale. Et pour cela, LFI a mis également en place un pseudo soutien « populaire » pour rassembler l'appui de de 150 000 personnes minimum dont des animatrices et animateurs de luttes, députéEs, éluEs locaux... et ainsi démontrer aux autres forces de « gauche » qu'il a le soutien du « peuple » (le fameux) et que sa candidature est incontournable.

Selon l'ancien directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard, leur objectif pour 2022 est de « ramener le peuple à gauche », rien que ça! Mais cela sera-t-il suffisant? C'est peu certain, d'autant plus qu'à gauche les disponibilités des unEs et des autres se font jour quotidiennement: qui de Jadot, de Piolle, de Montebourg, de Hidalgo et de bien d'autres encore remportera le sésame? Nous n'en savons rien car il est vraisemblable que les tractations seront encore nombreuses et longues. Mais ce qui est certain c'est qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, la seule chose qu'a provoquée la « proposition » de la candidature de Mélenchon dans la gauche institutionnelle, c'est la division! Un comble pour celui qui veut rassembler.

Ne tirant aucune leçon du passé, Mélenchon se positionne encore et toujours comme le « sauveur suprême », la solution miracle. Pour lui, rassembler c'est tout simplement rallier sa bannière. Mais plus que jamais, nous n'avons pas besoin d'un homme providentiel. Pour nous, le scénario prime le casting. Et plus que jamais aujourd'hui, nous avons besoin d'une candidature s'appuyant sur une perspective de résistance, de luttes, une candidature qui s'oppose clairement au système capitaliste.

Joséphine Simphon

dispositif Covax pour l'accès équitable aux vaccins contre le Covid!

### Exigence de transparence et de publicité

Le vaccin de Pfizer semble avoir peu d'effets secondaires, qui se déclarent souvent peu après la vaccination, mais deux mois de recul, c'est extrêmement faible pour un vaccin qui devrait être injecté à des milliards de personnes, en bonne santé. AstraZeneca avait arrêté son essai suite à un accident grave. Les essais ont repris. Aucune information n'a filtré. Dans les accords de pré-achat signés par les États, couverts par le secret commercial, se trouvent toujours des clauses de prise en charge financière — par les États — des effets secondaires que n'auraient pas révélés les études cliniques. Ce secret commercial insupportable nourrit la défiance et le complotisme. Des vaccins bien testés, aux effets secondaires limités et socialement

acceptés, voilà notre exigence. Elle repose sur la publication intégrale de toutes les données des laboratoires, contre le secret commercial et les brevets des firmes, sur une expertise indépendante des laboratoires et des États, contrôlées par les associations médicales et pharmacologiques, par les experts citoyens, par les associations, les syndicats. Non, les vaccins contre le Covid ne vont pas contenir des puces qui vont marquer toute la population! Mais comment croire, à l'inverse, que l'obligation de vaccination, défendue par Yannick Jadot, suffira à lever les doutes? Qu'il suffit d'ordonner, quand un quart de la population refuse un vaccin contre le Covid? Pour atteindre une vaccination de masse, l'immunité collective, la fin de l'épidémie, transparence et indépendance des contrôles sont indispensables pour emporter l'adhésion du plus grand nombre.

Remplacer les morts du virus par les anticorps de la vaccination, c'est-à-dire l'intelligence humaine et la solidarité pour atteindre l'immunité collective, voilà le défi. Contre les profits et les brevets des trusts de la vaccination, une coalition mondiale pour des vaccins universels biens communs de l'humanité.

Frank Cantaloup



## Le chiffre

# 4,5

C'est, selon une tribune collective publiée le 16 novembre sur le

site de France Info, le nombre d'emplois que détruit la multinationale Amazon pour chaque emploi qu'elle « crée ». « Avec la crise et le confinement, Amazon menace la survie même de l'ensemble du secteur du commerce »: une raison supplémentaire de se mobiliser contre Amazon et son monde.



**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau partianticapitaliste.org

**SUR FACEBOOK**  
**@anticapitaliste.presse**

**SUR TWITTER**  
**@Lanticapitalis1**

**SUR INSTAGRAM**  
**@l\_anticapitaliste**

## NO COMMENT

Ce protocole sanitaire a été un succès, il fait de nous l'un des rares pays qui a réussi à faire revenir tous ses professeurs et tous ses élèves.

JEAN-MICHEL BLANQUER, Public Sénat, 12 novembre 2020.

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## GRANDE-BRETAGNE Occupation de l'université de Manchester contre son traitement de la pandémie

Les étudiantEs de l'Université de Manchester (UoM) ont continué à occuper la tour Owens Park pour protester contre les politiques dangereuses de leur université pendant la pandémie (article publié par Socialist Worker le dimanche 15 novembre).

Chris, qui est l'unE des étudiantEs occupant la tour, a déclaré à *Socialist Worker* que ceux qui se trouvaient à l'intérieur étaient toujours forts. Les occupantEs disent avoir rencontré un élan de solidarité de la part des étudiantEs et des syndicalistes de tout le pays. Mais depuis le début de l'occupation, les étudiantEs ont également subi des intimidations de la part de la police et de la direction de l'université. Chris a déclaré qu'« après la démolition des clôtures, la direction de l'université a pensé qu'il y aurait des manifestations violentes de la part des étudiants. Les étudiants occupants et les étudiants vivant dans des logements étudiants ne font rien de mal. Le premier soir de l'occupation, nous avons vu des fourgons anti-émeute, des agents de sécurité et de soutien communautaire. C'était une réaction tellement excessive et juste une tactique d'intimidation. »



### « Désormais, la direction n'a nulle part où se cacher »

La première nuit de l'occupation, la sécurité a été filmée en train d'arracher de la nourriture des mains des occupantEs. Le wifi des étudiantEs a également été désactivé. Il a été remis en marche sous la pression du député local Afzal Khan. En conséquence, 192 membres du personnel de l'UoM ont signé une lettre au président de l'université pour exprimer leur « dégoût quant à la manière dont les étudiants sont traités. »

Et un rassemblement en ligne organisé par les occupantEs et la grève des loyers de l'UoM vendredi dernier a réuni plus de 450 personnes. Les occupantEs et les militantEs ont parlé du traitement horrible des étudiantEs au cours des derniers mois. « UoM a laissé tomber ses étudiants. Elle nous a laissé tomber à chaque étape, a déclaré Lucy, une occupante. Elle promettait que nous pourrions avoir accès à un enseignement en présentiel, à des événements et à des fêtes pour les nouveaux. Elle n'a pu tenir aucune de ces promesses. L'université était si désespérée de récupérer ses étudiants qu'elle a affrété des vols depuis la Chine pour récupérer les 20 000 £ et plus de frais de scolarité que paient les étudiants internationaux. »

La secrétaire générale de l'University and College Union (UCU), Jo Grady, a exprimé la solidarité de son syndicat. Elle a félicité les occupantEs d'avoir répondu qu'aucun personnel ne devrait être licencié en raison de la pandémie. Elle a déclaré à la réunion : « Mon syndicat a averti que ramener les étudiants sur le campus provoquerait une catastrophe. Désormais, la direction n'a nulle part où se cacher. Pas quand ils ont érigé des clôtures, pas quand ils ont commencé à infliger des amendes aux étudiants, ni quand ils ont appelé les unités de police tactique à l'aide contre les occupants. Le comportement de la direction a été vraiment scandaleux. Leur seule préoccupation était que les étudiants paient un loyer. »

Bella, de l'Université de Bristol, a ajouté qu'il est très important que d'autres universités reproduisent les actions des étudiantEs de Manchester. Elle a dit : « Les universités traitent les étudiantEs de façon horrible dans tout le pays. Nous avons besoin d'une occupation de toutes les universités — tous les étudiants devraient accepter cela. Nous devons montrer aux vice-chanceliers que nous ne reculons pas. »

Les étudiantEs et les travailleurEs sont à juste titre en colère contre le fait que même si leur santé et leur bien-être sont menacés dans des conditions dangereuses, la direction continue de recevoir massivement les chèques de règlement.

Sophie Squire

## ÉTATS-UNIS Quel avenir pour Trump et le trumpisme ?

Le démocrate Joseph Biden a battu le président républicain Donald Trump par un vote populaire d'environ 78,6 contre 72,9 millions de voix, ce qui devrait donner un vote du collège électoral de 306 contre 232. Mais, à ce jour (15 novembre), Trump refuse de concéder sa défaite et qualifie le vote de « truqué » et l'élection de « volée ».

Si Trump ne s'est pas exprimé en public sur cette question, ses tweets maintiennent ses partisans mobilisés et les encouragent à contribuer au « comité d'action politique » (un organisme créé pour recueillir des fonds — NDLR) qu'il a créé, prétendument pour financer ses actions en justice afin de renverser les résultats électoraux dans divers États, mais en fait pour payer les dettes de sa campagne. Son intransigeance a encouragé des dizaines de milliers de ses partisans — y compris des groupes nationalistes blancs d'extrême droite — à manifester samedi 14 novembre à Washington pour protester contre le « vol » de l'élection.

### Double agenda judiciaire

Pendant ce temps, les actions judiciaires engagées par Trump dans plusieurs États du champ de bataille — Arizona, Michigan, Pennsylvanie et Géorgie — ont été rejetées, principalement pour manque de preuves de fraude ou de mauvaise gestion du vote. Cet échec à gagner les poursuites rend presque impossible la deuxième étape plus élevée du défi politique : la tentative d'amener les législatures des États à annuler le vote et à envoyer des délégués favorables à Trump au Collège électoral le 14 décembre. Tout cela a conduit certains dirigeants républicains à commencer à abandonner Trump et à reconnaître la victoire de Biden. L'effondrement de cette stratégie



juridique et le déclin du soutien de son parti empêchent donc Trump d'organiser une sorte de coup d'État.

Ayant perdu les élections, quel est l'avenir de Trump ? En haut de son ordre du jour, il y a une amnistie pour lui-même, une amnistie pour des délits pour lesquels ils risqueraient d'être condamnés. Il pourrait essayer d'utiliser la grâce présidentielle pour se pardonner, ce qui aboutirait presque sûrement à la Cour suprême. Certains pensent qu'il démissionnera avant le 20 janvier, afin que le vice-président Michael Pence puisse assumer la présidence et lui pardonner. Le précédent en est le pardon inconditionnel du président Richard Nixon

pour tous les crimes qu'il aurait pu commettre par son vice-président et successeur après sa démission, Gerald Ford, en 1978. Un tel pardon, cependant, ne couvrirait que les crimes fédéraux, et les procureurs de l'État de New York sont prêts à inculper Trump pour des délits financiers et électoraux.

### Plus de la moitié de la classe ouvrière blanche soutient Trump

Trump a suggéré qu'en quittant la Maison Blanche, il pourrait lancer un nouveau programme télévisé, car il est furieux contre Fox News, qui pendant des années l'a soutenu et promu mais qui a reconnu très tôt la victoire de Biden. Il pourrait

trouver un réseau pour une émission de télévision avec lui-même comme star, dont les revenus seraient importants, d'autant plus qu'il a près de 900 millions de dollars de dettes à venir.

Trump a également parlé de se présenter à nouveau à la présidence en 2024. S'il commençait à faire campagne pour les élections dans quatre ans, cela causerait des difficultés au Parti républicain dont les dirigeants aimeraient peut-être se libérer de leur vassalité envers lui. Certains proches de Trump pensent qu'il ne se lancera pas dans la course de peur de perdre. Si Trump décide de ne pas se présenter, Pence ou un autre républicain moins flamboyant mais tout aussi de droite se présenteront.

Un problème plus important que Trump est le « trumpisme ». Quelque 70 millions de personnes ont voté pour Trump, et peut-être un tiers d'entre elles sont des racistes purs et durs qui se sont ralliés à la construction du mur frontalier, à l'interdiction de l'entrée des musulmanEs et à son appel à rendre sa « grandeur » à l'Amérique. Plus de la moitié de la classe ouvrière blanche soutient Trump, ce qui pose un énorme défi pour la construction d'un mouvement progressiste de la classe ouvrière. Si Trump lance son émission de télévision et sa campagne « Trump 2024 », il continuera à nourrir sa base de sa désinformation, de ses mensonges et de ses opinions racistes, sexistes et anti-immigrées à travers ses tweets et des rassemblements de masse. Il y a aussi la possibilité qu'un autre politicien encore plus virulent, un néofasciste, se lève pour le défier. Changement historique : les Républicains sont devenus le parti de la classe ouvrière blanche. La tâche de la gauche sera de trouver un moyen de construire un mouvement ouvrier multiethnique pour résister à Trump et faire pression sur le néolibéral Biden.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## ÉTATS-UNIS Le candidat « non-Trump » l'a emporté

Les deux tiers des personnes qui ont voté pour que Joe Biden soit le prochain président l'ont fait parce qu'elles voulaient battre Trump. Ce qui a surpris les journalistes au lendemain des élections du 3 novembre, c'est à quel point le risque d'une victoire présidentielle de Trump n'a pas aidé les candidats du Parti démocrate qui se présentaient au Sénat, à la Chambre des représentants ou même aux législatures des différents États.

Les Démocrates voulaient remporter la majorité du Sénat, mais même s'ils gagnent les deux sièges lors du second tour en Géorgie début janvier, ils n'auront qu'une égalité parmi les sénateurs. Cela permettrait à la vice-présidente élue Kamala Harris de faire pencher la balance pour faire adopter des textes législatifs qui, autrement, seraient rejetés (aux termes de la Constitution, le vice-président préside le Sénat). Bien que ce ne soit pas impossible, gagner les deux sièges de la Géorgie est un défi.

### Les Démocrates ont perdu leur base salariée

L'élection n'a fait basculer aucune majorité de législature d'État des Républicains vers les Démocrates, un gros revers étant donné que les législatures, en utilisant les chiffres du recensement de 2020, redessineront les circonscriptions électorales au niveau de chaque État et de l'État fédéral. Étant donné aussi que le parti dominant fixe ces limites pour favoriser son maintien au pouvoir pour la décennie

suivante, le « charcutage électoral » qui en résultera favorisera les Républicains.

De plus, bien que les deux partis soient tous les deux soutenus par divers éléments de l'élite des affaires — et aient essentiellement la même politique étrangère — depuis l'époque de la présidence de Franklin D. Roosevelt, le Parti démocrate a longtemps été considéré comme plus favorable aux intérêts des travailleurEs, tandis que les républicains représentaient le « business ». Mais compte tenu des années de politiques néolibérales mises en œuvre aussi bien par les Démocrates que par les Républicains qui se sont succédé au pouvoir, de nombreux travailleurEs ne considèrent plus les Démocrates comme leurs représentants.

Biden a gagné des voix par rapport au score d'Hillary Clinton en 2016 et a remporté le vote populaire — de cinq millions de voix — et le collège électoral, mais Trump a augmenté sa base de 9,5 millions de voix. De nombreux commentateurs se demandent si cela

encouragera les Républicains à vouloir construire une formule plus large mais basée sur une économie raciste « américaine d'abord ».

### Biden ou l'establishment depuis cinq décennies

Biden est un homme politique traditionnel depuis un demi-siècle — l'un des « initiés » de Washington que Trump a dénoncés. Il a remporté son siège au Sénat en 1973 et y a accompli six mandats, suivi de deux mandats en tant que vice-président d'Obama. Au cours de son premier mandat en tant que sénateur, alors que les tribunaux tentaient de renforcer, avec le transport des enfants en bus, la mixité raciale des écoles dans une société ségréguée, Biden est devenu un champion de la lutte contre ces bus. Présidant les audiences de 1991 sur la nomination de Clarence Thomas à la Cour suprême des États-Unis, il a en outre abaissé Anita Hill, qui accusait Thomas de harcèlement sexuel, et refusé d'appeler à témoigner d'autres femmes qui auraient pu justifier ces accusations.

Biden s'est depuis excusé pour certains de ses votes (mais pas directement auprès d'Anita Hill). Malgré la tentative de Sanders d'amener Biden à adopter dans son programme électoral Medicare for All (le droit à la santé pour touTEs), à mettre en œuvre un Green New Deal (programme écologique), à éliminer la dette étudiante et à établir un salaire minimum de 15 dollars de l'heure, Biden a clairement indiqué qu'il était toujours un démocrate néolibéral. Si beaucoup de ceux qui ont voté pour lui ne se souviennent pas de son bilan, d'autres espèrent qu'il sera contraint de mettre en œuvre un programme plus progressiste étant donné la crise économique, sanitaire et climatique dans laquelle nous nous trouvons. En fait, compte tenu de l'impasse législative possible qui bloquera les éventuels projets progressistes des Démocrates, l'élite des affaires pourrait considérer la situation résultant des élections comme le meilleur de tous les résultats possibles.

Dianne Feeley

# HONG KONG La mainmise du régime de Pékin franchit un seuil décisif

Presque tous les députés hongkongais d'opposition (soit 19 sur 21) ont démissionné, après que le gouvernement a destitué quatre de leurs collègues sous l'accusation de « violation de leur serment » ainsi que de non-respect de la souveraineté de la Chine sur Hong Kong.

Cette situation fait suite à la décision du gouvernement, au mois d'août, de prolonger d'au moins un an le mandat des députés sortants. Son but était de ne plus être obligé d'organiser de nouvelles élections le 6 septembre. Il évitait ainsi de subir une nouvelle défaite cuisante, faisant suite à celle de novembre 2019, lors des élections locales.

## Épuration en cours

À l'avenir, le gouvernement veut que les Hongkongais vivant en Chine continentale puissent désormais voter, tout en continuant de refuser ce droit à celles et ceux vivant à l'étranger. Le gouvernement veut ainsi que les élections ultérieures renforcent encore davantage le contrôle de Pékin. Une grande épuration est en cours. Secteur après secteur, opposantEs, jeunes manifestantEs, universitaires, enseignantEs, fonctionnaires... sont victimes d'accusations les plus stupides. Il est actuellement impossible de lancer une quelconque mobilisation car, invoquant la pandémie, le gouvernement interdit tout rassemblement public. Dans ces conditions, de nombreuses personnes, en particulier des jeunes, se tournent une fois de plus vers la « tactique de la terre brûlée » de l'année dernière,



JOSHUA-KWAN / UPS

symbolisée par le slogan « si nous brûlons, vous brûlerez avec nous ». En août, seuls deux députés avaient refusé la prolongation de leur mandat et avaient démissionné au motif qu'ils tenaient leur mandat des électeurEs et non du gouvernement. Celles et ceux qui sont restés ont ensuite essuyé continuellement de vives critiques des courants radicaux. C'est la raison principale pour laquelle ces députéEs ont finalement démissionné cette fois-ci, après que quatre de leurs collègues ont été destitués : très discrédités, les modéréEs (pan-démocrates) espèrent ainsi sauvegarder le peu de crédit qu'il leur reste.

## Rapport de forces asymétrique

Les radicaux prônant la « tactique de la terre brûlée » n'ont pas proposé d'alternative aux interrogations suivantes :  
1. Sans une opposition importante au Conseil législatif, le gouvernement peut adopter n'importe quelle loi réactionnaire. Comment maintenant bloquer celles-ci, ou au moins voter contre afin de montrer au monde que l'opposition représente la voix du peuple et non celle de Pékin ?  
2. Le statut de députéE confère certains droits de contrôle sur le pouvoir exécutif et les institutions. Dans le cadre de la répression

actuelle, ce statut est un outil important pour protéger celles et ceux qui résistent. Avec la disparition de l'opposition parlementaire, comment défendre les participantEs aux luttes ?

Depuis l'année dernière, la résistance à la politique du pouvoir a reposé sur un grand enthousiasme pour défendre l'autonomie de Hong Kong. Ce mouvement passionné a cependant été mené par une population qui a peu d'expérience politique en matière de lutte contre le despotisme. Pendant des années, beaucoup pensaient en effet à tort que « nous sommes la poule aux œufs d'or du régime de Pékin, et celui-ci nous traitera bien ». Lorsque la répression s'est renforcée, beaucoup de jeunes radicaux ont pensé que leur seule tactique était celle de la « terre brûlée ». L'inconvénient de cette tactique est qu'elle ne laisse souvent aucune place à un véritable débat, un phénomène déjà bien visible lors de la révolte de l'année dernière. Ce qui est triste c'est que, dans les conditions actuelles, même avec la meilleure tactique et la meilleure stratégie, les habitantEs de Hong Kong sont condamnés à court terme à subir la répression : le rapport de forces est en effet trop asymétrique. La démission de presque toutes les députéEs pan-démocrates présente cependant un avantage : elle peut attirer l'attention des peuples du monde entier et faciliter leur soutien. **Au Loong-Yu, traduit et adapté de l'anglais par Dominique Lerouge**

## ATTENTAT À VIENNE Après l'union nationale de façade, le déchaînement xénophobe



WIKIMEDIA COMMONS

Le soir du 2 novembre, la fusillade terroriste dans le centre-ville de Vienne, proche de la plus grande synagogue de la ville, a créé un choc dans la population autrichienne. La réaction du gouvernement a d'abord été d'appeler à la paix et à la solidarité, avec l'organisation de commémorations officielles associant des représentants de toutes les « communautés religieuses » du pays. Une réaction qui a pu surprendre, vu le discours xénophobe et sécuritaire que le gouvernement conservateur du chancelier Kurz affiche d'habitude.

Cette réaction prudente n'est pourtant pas si surprenante. Rapidement, médias et milieux politiques bourgeois ont mis en avant de multiples révélations pointant les défaillances de la police et de l'État : certains de leurs représentants étaient au courant des préparatifs du terroriste ; il avait été en prison après avoir tenté de rejoindre la Syrie avant d'être libéré par anticipation pour bonne conduite ; il avait acheté des munitions récemment et était resté en contact avec des jihadistes allemands, etc. Fait d'autant plus fragilisant pour le gouvernement qu'un certain crédit que lui avait valu la gestion de la première vague de la Covid – l'Autriche au printemps dernier faisait quasiment figure de meilleur élève en Europe – s'est effondré, la situation sanitaire devenant hors de contrôle. Le soir de l'attentat était la veille de nouvelles mesures de confinement, la population en profitait et remplissait des bars du centre-ville...

Depuis, l'État autrichien est reparti à l'offensive. Avec la prudence qui sied à sa position inconfortable. Des perquisitions dans les locaux de groupes intégristes islamiques, mais surtout un nouveau souffle pour divers projets et gadgets sécuritaires, dont la possibilité d'arrestations « préventives », et autres mesures de surveillance. Et Kurz s'est lancé dans un axe « France-Autriche » avec son collègue Macron, pour « concilier » sur de nouvelles mesures sécuritaires et des contrôles aux frontières à l'échelle européenne. La faute aux migrantEs : air raciste et xénophobe connu...

## Les courants d'extrême droite à l'offensive

Le choc de l'attentat est d'autant plus important que l'Autriche a été jusqu'ici épargnée par des attaques terroristes jihadistes, contrairement à la France ou l'Allemagne, sans parler du reste du monde. Ce qui ne veut pas dire que des courants d'extrême droite ne se sont pas attelés aux tentatives d'encadrement des classes populaires immigrées. En juin, des attaques violentes, à coups de barres de fer et de couteaux, ont été menées par l'organisation d'extrême droite turque des « Loups gris ». Des locaux et manifestations kurdes, de l'extrême gauche turque ou autrichienne, ont été visés par ces gros bras encouragés par le régime d'Erdogan, qui tentent par ailleurs, dans le pays, de se donner une façade « républicaine », sous couvert d'associations et de listes municipales qui prétendent représenter la communauté turque et lutter contre l'islamophobie. Le gouvernement autrichien a montré quelque embarras lorsque des « héros » turco-autrichiens, qui avaient aidé des policiers blessés lors de l'attentat, se sont avérés proches de cette mouvance...

Comme en France, les classes populaires sont confrontées au piège de l'unité nationale derrière un gouvernement réactionnaire, xénophobe et raciste : Kurz, qui est un genre de double de Macron et qui, comme ce dernier, chasse de plus en plus sur les terres de l'extrême droite et tente d'utiliser dans son intérêt le terrorisme jihadiste. En s'en prétendant le pourfendeur, alors qu'il en est le pourvoyeur par ses discours de haine. **DR**

## ALLEMAGNE Divorce entre syndicats et patronat ?

Le « succès sanitaire » allemand du printemps est un lointain souvenir. Le confinement partiel en place depuis quelques semaines a des effets limités : l'explosion de nouveaux cas a été freinée, mais le pays enregistre encore des chiffres records, 20 000 cas par jour depuis bientôt deux semaines. Pour la première fois, les hôpitaux risquent d'être débordés à grande échelle.

Les grandes entreprises sont restées ouvertes, comme en France. Les patrons n'ont en effet aucune envie de réfréner leurs appétits de profits. Comme ailleurs, ils se sont dotés dès le printemps des armes nécessaires pour faire payer la crise aux travailleurEs. Plan de relance de plusieurs centaines de milliards, facilitation du chômage partiel, augmentation du temps de travail, restriction des droits syndicaux... Les syndicats, IG Metall (métallurgie) en tête, s'étaient empressés de rallier l'union sacrée en acceptant de reporter les négociations de branche. Des négociations provisoires prévoyaient parfois de renoncer à des augmentations de salaires contre des promesses de maintien de l'emploi. Promesses de patrons, méfiance...

## Le come-back de la grève

Depuis l'automne, les annonces de licenciements pleuvent, surtout dans la métallurgie où 300 000 emplois seraient menacés. Face à cela les directions des fédérations syndicales Ver.di (pour les services) et IG Metall se sont senties obligées de sortir timidement les griffes. Pendant les négociations de branche des services publics, une volonté hors norme a poussé Ver.di à appeler à des grèves et à multiplier les actions et



WIKIMEDIA COMMONS

débrayages, certes soigneusement éparpillés par site et par secteur. Mais la presse bourgeoise a comme d'habitude dénoncé la « trahison », pointant l'irresponsabilité d'une grève en pleine pandémie : une campagne hypocrite qui n'a pas très bien marché, et certainement pas chez les « héros » soignants. Dans les services publics, l'accord conclu au terme du mouvement est bien loin des revendications des salariéEs mobilisés : une augmentation de 4 % (échelonnée par secteurs, certains ne recevant presque rien), sur une durée de 28 mois... Pas de quoi compenser l'inflation, d'autant que son entrée en vigueur est prévue seulement en mars – les salaires restant gelés jusque-là.

L'accord implique qu'aucune négociation ne soit discutée pendant ce long délai de 28 mois, mais aussi que toute mobilisation pour contester l'accord sera légalement proscrite. L'État patron des services publics agit en modèle de tous les patrons et souhaite assurer le calme social, le temps de « gérer » la crise à sa manière.

## Colère sourde du monde du travail

Patronat et presse ont encore hurlé quand la semaine dernière, IG Metall a cessé sa « retraite stratégique » décidée au printemps. « L'union sacrée semble avoir vécu », écrivent les Échos<sup>1</sup>. Le divorce, vraiment ? IG Metall revendique 4 % d'augmentation pour l'an prochain. Mais,

attention ! Il s'agit d'une moyenne : aux entreprises de répartir les augmentations, selon que les secteurs seraient plus ou moins touchés par la crise. En cas de chômage partiel, il pourrait même y avoir des différences à l'intérieur d'une même entreprise : des ouvrierEs seraient dédommagés, tandis que d'autres le seraient moins ! Au gré du patron... et avec la bénédiction syndicale ! Tout cela accompagné de plans alternatifs pour la transition écologique, avec des fonds alimentés par des cotisations syndicales, ainsi que d'une « bad bank » pour sauver les secteurs en crise, une initiative saluée par les constructeurs automobiles et les fédérations patronales<sup>2</sup>. Étrange divorce, en effet, si divorce il y a... Mais force est néanmoins de constater qu'une colère sourde du monde du travail a poussé les directions syndicales à sortir du sommeil profond qu'avait marqué le printemps et l'été.

## Dima Rüger

1 – Ninon Renaud, « IG Metall met la pression sur le patronat », les Échos, 9 novembre 2020, en ligne sur <https://www.lesechos.fr/monde/europe/ig-metall-met-la-pression-sur-le-patronat-1263412>  
2 – Thomas Schnee, « IG Metall invente une « bad bank » pour sauver l'automobile », Alternatives économiques, 10 novembre 2020, en ligne sur <https://www.alternatives-economiques.fr/ig-metall-invente-une-bad-bank-sauver-lautomobile/00094322>

**P**our les femmes, cette année a été particulièrement éprouvante. Tout d'abord, avec le confinement, les violences dans le cadre familial ont explosé. Ce ne sont pas seulement les femmes qui y ont été confrontées mais aussi de nombreux jeunes LGBTI, enfermés dans des familles hostiles. À ces violences physiques et psychologiques se sont ajoutées des conditions de travail dramatiques pour une grande partie des professions ultra féminisées qui se sont retrouvées en première ligne : infirmières, aides-soignantes, aides à domicile, caissières... Par ailleurs, il est à craindre que les conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire, avec un million de personnes pauvres supplémentaires, soient particulièrement dramatiques pour les femmes.

Chômage, précarité, bas salaires, licenciements... sont les conséquences de la gestion catastrophique du gouvernement dans une société où les salariéEs peuvent être sacrifiéEs sur l'autel des profits. Dans ces circonstances, il sera d'autant plus difficile de refuser des conditions de travail dégradées et de dénoncer les violences s'exerçant sur les lieux de travail.

Mais le mouvement féministe international qui s'est développé ces dernières années est une des composantes du mouvement social qui résiste le mieux à la paralysie engendrée par la crise sanitaire. Depuis le 8 mars 2019, en passant par les manifestations contre la présence de Darmanin au gouvernement, jusqu'à la journée contre les violences faites aux femmes de novembre 2019, le mouvement féministe n'a pas lâché la mobilisation, y compris dans la rue ! Malgré le renoncement de Nous Toutes qui n'organise qu'une mobilisation sur les réseaux sociaux, de nombreuses villes ont annoncé des rassemblements voire des manifestations le 21 ou le 25 novembre : Toulouse, Rouen, Grenoble, Metz, Rennes, Tours... Le NPA en sera évidemment et appelle toutes et tous à être dans la rue contre les violences de genre, pour les droits des femmes et des LGBTI mais aussi pour combattre ce gouvernement et sa gestion dramatique de la crise, pour défendre nos droits et surtout sortir de la paralysie, pour en finir avec la logique mortifère du capitalisme !

Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe



# SOYONS ENCORE DAVANTAGE MOBILISÉ·E·S !

## SOIGNANTES : VIOLENCE DES CONDITIONS D'EXERCICE

La crise du coronavirus aura mis en lumière et aux yeux de touTEs l'état désastreux de nos services publics, en particulier de nos hôpitaux. Le manque de personnels (infirmières anesthésistes entre autres), de lits en réanimation, de respirateurs voire même de protections des plus basiques comme les masques, le gel hydroalcoolique ou les surblouses, sont révélateurs du manque de moyens dans les hôpitaux et ont eu des conséquences dramatiques, les soignantes étant particulièrement exposées au Covid...

**L**e manque de moyens à la fois financiers et humains a un coût énorme sur la santé des travailleuses de l'hôpital. Aides de service hospitalier, aides-soignantes, infirmières, agentes d'entretien... les femmes ont été en première ligne, non seulement au chevet des malades en souffrance en réanimation ou en soins de suite et de réadaptation (SSR), mais aussi face à la dégradation de leur lieu de travail. Destruction méthodique de leurs conditions de travail qu'elles ont dû pallier de manière parfois inhumaine et dégradante : des masques qui se gardent une journée entière, ne pas pouvoir boire ou manger pendant 12 heures, des surblouses en sacs poubelles...

### Les soignantes trinquent

En l'absence de ces moyens humains et matériels, ce sont donc les soignantes qui trinquent : 30% des nouvelles diplômées quittent la profession après cinq ans seulement d'exercice. Les burn-out se multiplient (ils concerneraient une soignante sur deux) et conduisent parfois au suicide. Car, à ce que nous avons déjà énoncé ci-dessus, s'ajoutent les habituels manques de reconnaissance du métier, les bas salaires et les horaires difficiles (c'est peu de le dire). Sans compter les contrats précaires avec des périodes d'essais à rallonge, allant jusqu'à huit mois.

### La situation spécifique des étudiantes stagiaires

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ces dernières ne sont pas payées, elles touchent environ 1,40 euro de l'heure pour effectuer du travail de terrain. En tout ce sont



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

des millions d'heures de travail gratuit à l'hôpital public et ailleurs, au nom de la formation mais qui bien souvent pallient les manques des services. Tout cela dans des conditions souvent dégradantes et humiliantes, alternant la surcharge de travail et le bizutage sexiste. À ce sujet les langues se délient derrière le hashtag #BalanceTonStage.

### La lutte continue !

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir tiré la sonnette d'alarme contre la logique managériale qui régit désormais nos hôpitaux publics : lutte contre les fermetures de lits (depuis 20 ans plusieurs dizaines de milliers de lits ont été fermés), pour des embauches (on estime que 200 000 embauches

supplémentaires sont nécessaires rien que pour les EPHAD). Plusieurs milliers de lits supplémentaires seraient nécessaires pour tourner correctement.

Mais la lutte continue ! La manifestation du 16 juin dernier a montré que les soignantEs étaient prêtes à descendre dans la rue pour faire valoir leurs droits et pour travailler dans des conditions correctes. Plus question pour nous d'être les héroïnes de la nation mais bien des travailleuses, soignantes, au service des malades et reconnues comme telles.

Le « Ségur » de la santé a essayé de calmer les esprits avec une prime de 300 euros mais il n'avait pas pour but de combler les années de destruction massive de nos

hôpitaux. Personne n'est dupe, d'ailleurs le gouvernement est à nouveau à l'attaque avec la proposition inacceptable du paiement des passages aux urgences.

À l'appel d'un large front syndical et politique, la manifestation du 7 novembre à Toulouse a réuni 5 000 soignantEs et usagerEs dans la rue malgré le confinement tout en respectant les gestes barrières. C'est un exemple à suivre pour reconstruire sur nos lieux de travail des collectifs et des luttes pour obtenir plus de moyens. Nous devons nous battre massivement pour notre droit à la santé et le droit pour les professionnelEs de travailler dans de bonnes conditions. Cela passera par des manifestations dans la rue !

## CONFINEMENT ET VIOLENCES: ACTE 2

Le 1<sup>er</sup> confinement a été un désastre pour les femmes. Et alors que nous sommes plongés dans un reconfinement, il y a peu de chances que celui-ci soit moins problématique...

Les chiffres sont implacables : dès le départ, le premier confinement a montré une augmentation nette des violences dites intra-familiales. On estime à 30% cette augmentation dans le cadre du foyer. Les associations, comme le numéro vert, étaient saturées. La réponse du gouvernement, à l'image de ce qu'il fait sur l'ensemble des sujets, a été à peu près inexistant. Pas d'ouverture de lits dans les centres d'accueil, aucune réquisition de logements vides qui auraient pu permettre aux femmes avec enfants de fuir leur foyer violent. Les mesures se sont résumées comme à chaque fois à des campagnes publicitaires largement insuffisantes et qui ne règlent rien. Pendant le confinement, les femmes ont trinqué quand elles n'en sont pas mortes. Dans le même temps, ce confinement a aussi été le signe du manque d'accès aux soins, en particulier à l'IVG, pour laquelle les députés En Marche ont refusé avec la droite l'augmentation du délai pour avorter malgré le contexte de confinement.

### Un 2<sup>e</sup> confinement sous le signe de la violence sociale

Le deuxième confinement (avec le couvre-feu), s'il n'est pas identique, pose les mêmes problèmes : il brise les cadres sociaux, renforce l'isolement des femmes qui se trouvent déjà isolées dans le cadre d'une relation violente, enferme les femmes dans un cadre familial qui, on le sait, produit largement des violences en son sein. Alors que



les licenciements et le chômage vont augmenter massivement, cela va produire de plus en plus de comportements violents, a fortiori quand la société est aussi violente. Sur ce terrain, la production d'un discours guerrier contre les musulmanes et musulmans a forcément des conséquences concrètes en particulier sur les femmes voilées premières victimes de l'islamophobie.

La violence est aussi psychologique : nombreuses sont les femmes et les mères surchargées par les tâches de reproduction sociale, isolées, sans rapports de force à faire valoir dans leur foyer. Et, on l'oublie souvent, la violence est aussi économique, notamment parce qu'une grande partie des femmes sont des travailleuses précaires : sans forcément de contrat de travail, elles peuvent se retrouver aujourd'hui sans emploi, mais surtout sans revenus ou avec des revenus largement amoindris. Lorsqu'elles travaillent, elles sont alors nombreuses à être en première ligne (soignantes, caissières, femmes de ménage), soumises à des risques sanitaires importants, et à des cadences infernales. À partir de la situation actuelle, on peut faire au moins deux constats.

Premièrement, oui, les crises ont un effet concret sur la construction de la violence, y compris dans les foyers. Deuxièmement, il y a bien un continuum entre les violences : dans une période difficile, les insultes se transforment en passage à l'acte, c'est-à-dire en violence physique.

### Construire une politique conséquente contre les violences conjugales

Une fois ces constats dramatiques dressés, la question principale reste de savoir comment agir contre ces violences. Les violences ne sont certainement pas une fatalité, il est possible de mettre en place d'autres rapports sociaux : ceux-ci se modifient en partie par le gain d'une autonomie des femmes, par le fait de maîtriser sa propre sexualité, de pouvoir s'approprier son corps, par la mise en place d'éducation non-sexiste, par la dynamique de la lutte des classes et des luttes des opprimés. Mais elles sont une fatalité d'une manière ou d'une autre dans le système capitaliste, parce qu'elles permettent de le maintenir, à fortiori dans la situation que nous vivons maintenant. Pourtant il y a aussi des possibilités d'agir concrètement : organiser des réseaux de solidarité pour prendre en charge les femmes qui ont été victimes à l'échelle d'un quartier ou d'une entreprise, se mobiliser massivement, malgré les difficultés liées à la situation, le 21 et le 25, refuser le confinement et l'isolement que nous impose le gouvernement.

## LES FEMMES DE CHAMBRE DE L'HÔTEL IBIS BATIGNOLLES EN LUTTE CONTRE UN SYSTÈME D'EXPLOITATION RACISTE ET SEXISTE!

Les 20 femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles sont entrées en grève le 17 juillet 2019. Depuis mars 2020, elles sont au chômage partiel, mais continuent la lutte pour leurs droits. Leur revendication principale : se faire embaucher directement par l'hôtel Ibis.

Le dispositif d'embauche via une boîte de sous-traitance, système qui a explosé dans le secteur du nettoyage depuis les années 1990, permet au patronat de payer plus faiblement sa main-d'œuvre, de lui imposer des cadences infernales, de passer outre un ensemble de droits définis par la convention collective de l'hôtellerie, de briser la communauté de travail en ayant sur un même site des salariéEs embauchés par différents employeurs et en recourant abusivement à la clause de mobilité. Le harcèlement moral fait partie du quotidien pour ces femmes : faire une chambre en 17 minutes, comme l'impose leur boîte de sous-traitance STN, étant dans les faits irréalisable, la pression de la hiérarchie est constante.

### Exploitation sexiste et raciste

Les grévistes insistent de plus sur deux autres points. D'une part, ce n'est pas un hasard si la totalité d'entre elles sont des travailleuses d'origine africaine : la sous-traitance est aussi un système d'exploitation raciste. D'autre part, ce dispositif d'embauche, en les fragilisant, les



expose d'autant plus aux violences sexistes. En 2018, l'ancien directeur de l'hôtel a violé une de leurs collègues (le procès est en cours, le directeur a été muté sur un autre établissement). Au boulot, les comportements sexistes comme les attouchements des clients sont selon elles fréquents. Mais comme elles peuvent se faire muter du jour au lendemain, qu'elles sont isolées dans l'hôtel et que beaucoup d'entre elles ont des

titres de séjour dépendant de leur travail, revendiquer leurs droits est particulièrement difficile. Leur lutte a ainsi été l'occasion, avec leur syndicat, la CGT-HPE, de mettre en avant le poids du racisme et du sexisme dans les formes de l'exploitation au travail. Cela permet non seulement d'avancer dans la lutte contre le patronat mais aussi dans la construction d'organisations syndicales débarrassées de ces maux.

## FACE AUX VIOLENCES ET AUX FÉMINICIDES: SOLIDARITÉ FÉMINISTE ET INTERNATIONALE!

Ces dernières années, des mouvements féministes massifs ont eu lieu dans un certain nombre de pays, notamment autour des féminicides. Ce fut d'abord le cas en Amérique latine, mais ce mouvement s'est développé et massifié grâce aux réseaux sociaux, et à l'arrivée d'une nouvelle génération militante suite au mouvement #MeToo.

Dans le monde, les chiffres de l'OMS sont sidérants : un tiers des femmes subit au cours de sa vie des violences sexuelles ou physiques. Nous le savons. Nous le répétons tous les ans au moment du 25 novembre. Mais pourtant rien ne change. De toutes les formes de violences subies par les femmes (physiques, sexuelles, psychologiques, familiales, professionnelles, institutionnelles...), le féminicide est celui qui est particulièrement visible ces dernières années, comme paroxysme ultime de la violence patriarcale. Imposer ce terme de féminicide, enfin reconnu et utilisé aujourd'hui au-delà des cercles militants, permet de visibiliser cette forme extrême de la violence de genre.

### Algérie : « On a perdu une des nôtres »

Ce fut le cas le jeudi 8 octobre en Algérie où des rassemblements ont été organisés par les collectifs et associations des femmes de Bejaïa, Alger, Constantine, Tizi-Ouzou et Oran, pour dénoncer le meurtre de Chaïma Saadou : une jeune fille de 19 ans, battue et violée avant d'être brûlée vive. On pouvait y lire des pancartes avec l'inscription : « On a perdu une des nôtres », un slogan qui



visait à sensibiliser sur la question des féminicides, un cri de détresse face à leur normalisation dans une société où subsistent les crimes d'honneur.

Face à l'inaction de l'État, des féministes algériennes sont montées au créneau en recensant bénévolement les cas d'assassinats : leur liste atteint 38 féminicides depuis le début de l'année 2020 mais ce n'est qu'un chiffre officieux. Sur les réseaux sociaux l'indignation est forte, notamment face aux circonstances atténuantes qui sont systématiquement trouvées aux assassins.

L'histoire de Chaïma Saadou est devenue emblématique en ce sens. D'abord à cause des circonstances particulièrement atroces de son meurtre. Mais aussi par leur affligeante banalité, car Chaïma

connaissait son assassin, elle avait déposé plainte contre lui pour viol en 2016, et a subi des menaces et du harcèlement de sa part. Les plaintes qu'elle avait déposées sont restées sans suite.

Dans de nombreux pays, les mobilisations des femmes se sont organisées pour rechercher leurs mères, filles, sœurs disparues, pour obtenir justice, et pour réclamer partout que cela cesse. En nommant ces femmes, en dévoilant leurs visages et leurs histoires, ces mouvements font émerger des histoires singulières et pourtant toutes communes. En les comptant, en les visibilisant dans l'espace public, ces violences deviennent un fait politique incontournable devant lequel il n'est plus possible de détourner le regard.

## POUVOIR TRAVAILLER EN PAIX, EST-CE TROP DEMANDER?

« Tous les matins, se rendre au travail sans appréhension, savoir qu'on pourra compter sur les collègues ou sur la direction en cas de problème, qu'on pourra dénoncer le harcèlement ou l'agression qu'on a subie sans risquer de tout perdre... et aussi qu'on aura le droit, pour pouvoir souffler et prendre le temps de "se retourner", à quelques jours de congé si l'on doit fuir un conjoint violent... »

À la fin du premier confinement, associations féministes et syndicats interpellaient Macron pour demander, non pas des médailles, mais l'égalité et la fin des violences au travail. Un des objectifs étant d'obtenir la ratification par le gouvernement de la convention 190, adoptée par l'Organisation internationale du travail en 2019.

### « Politiques systématiques de prévention et de protection des victimes »

L'adresse est rédigée ainsi et porte un certain nombre de revendications incontournables pour éradiquer les violences : « Arrachées par la mobilisation des femmes et le mouvement syndical, la convention et la recommandation sont ambitieuses et novatrices et constituent le premier texte international contraignant visant à lutter contre le harcèlement et les violences au travail. Elles exigent des États et des employeurs la mise en place

de politiques systématiques de prévention et de protection des victimes, que les violences aient lieu au travail ou dans le cadre domestique. Ces progrès majeurs ne pourront voir le jour que si cette convention est ratifiée par les États. [...]

Monsieur le Président, cette ratification doit être l'occasion de changer la donne en France et de nous doter d'une législation de référence pour éradiquer les violences sexistes et sexuelles au travail et créer des droits pour les victimes de violences conjugales à l'image du Canada, de l'Espagne, des Philippines, ou encore de la Nouvelle-Zélande. [...]

L'ensemble des professionnelles, des représentantEs du personnel et des salariéEs doivent être formés et sensibilisés pour lutter contre ces violences. [...] La France doit sécuriser l'emploi et la carrière des victimes de violences, que celles-ci aient un lien avec le travail ou non, en mettant en place plusieurs mesures : le droit à des aménagements

d'horaires, de poste, des congés payés, la possibilité d'une mobilité fonctionnelle ou géographique choisie, ainsi que l'accès à une prise en charge médico-sociale et psychologique des victimes sans frais. Pour garantir le droit au travail et le maintien en poste des femmes victimes de violences conjugales, il convient d'interdire leur licenciement comme c'est le cas pour les victimes de violences au travail. »

30% des salariées en France ont déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail. Quand elles en parlent à leur employeur, 40% estiment que la situation s'est réglée en leur défaveur, par une mobilité forcée voire un licenciement. La ratification de la convention ne résoudra pas tout, mais aidera à mettre fin à cette situation ! La mobilisation autour du 25 novembre est l'occasion de relayer cette campagne unitaire.

1 - Argumentaire du site [www.stopviolencestravail.org](http://www.stopviolencestravail.org), où on trouve plus d'infos sur la convention 190.

## MICROÉLECTRONIQUE Se battre pour les salaires en période de Covid, c'est possible!

STMicroelectronics, entreprise du CAC 40 qui ne connaît pas la crise, est connue dans le secteur pour sa politique salariale lamentable. Mais 0% d'augmentation alors qu'elle prévoit un chiffre d'affaire de près de 10 milliards de dollars et a distribué 165 millions de dollars de dividendes, c'est vraiment « cracher à la gueule » des salariéEs. Et c'est bien ce mépris qu'ont ressenti les travailleurEs de Crolles et de Grenoble.

Depuis maintenant plus de deux semaines, les débrayages se suivent à l'appel de l'intersyndicale CGT/CFDT/CAD (syndicat autonome de la boîte). Toutes les équipes sont mobilisées que ce soit le jour, la nuit ou le week-end. Environ 450 grévistes, sur 4000 salariéEs, sont mobiliséEs. La revendication portée par les salariéEs est une augmentation de 100 euros brut pour touTEs.

### La mobilisation tient bon

La direction ne lésine pas sur les moyens pour faire cesser la grève : promesses de promotions individuelles, convocation des grévistes pour leur mettre la pression, managers présents à toute heure du jour et de la nuit sur le parking pour détourner les salariéEs du piquet de grève... En l'absence de réponse de la direction, la mobilisation tient bon et la CGT a mis en place une caisse de grève pour soutenir celles/ceux qui ont des difficultés financières<sup>1</sup>. Plusieurs éléments ont rendu possible cette mobilisation. D'abord la CGT avait mené une grosse bataille sur les conditions de travail en période de Covid ce qui permet à chacunE de venir aujourd'hui à peu près sereinement travailler malgré la deuxième vague. Ensuite, le fait que l'appel se fasse en intersyndicale est un élément déterminant. L'absence de la CFE-CGC (quoi qu'on pense de ce syndicat) rend, de fait, plus difficile la mobilisation des ingénieurEs même s'ils et elles sont plutôt plus présents qu'habituellement. Le dernier élément est la bonne santé de l'entreprise malgré la crise : impact très limité de la première vague sur la production, carnets de commande plein au-delà du réalisable, projets d'investissements et dividendes versés aux actionnaires malgré le contexte. La revendication de 100 euros est amplement légitime! Reste à maintenir et étendre la mobilisation pour faire plier une direction qui, comme l'ensemble du patronat actuellement, se croit tout permis! Une autre répartition des richesses est possible mais il faut que le rapport de forces change de sens et c'est au cœur des entreprises que cela se joue.

Elsa Collonges

1 - <https://www.lepotcommun.fr/pot/vc3hbrdz>

## L'ÉCOLE AU TEMPS DU CORONA Nous n'avons pas à choisir entre santé et éducation!

Alors que le ministre répète depuis septembre que la situation est « sous contrôle » dans les établissements scolaires, sur les plans sanitaire et pédagogique, la réalité est tout autre. Les contaminations se multiplient, et aucun réel moyen pédagogique n'a été mis en œuvre pour compenser les séquelles du premier confinement.

Au contraire, Blanquer a imposé l'augmentation du nombre d'élèves par classe, la réforme du lycée et du bac, et réprime celles et ceux qui contestent sa politique comme les quatre enseignantEs de Melle sanctionnés pour faits de grève ou plus récemment les lycéenEs brutalisés par la police devant leur lycée.

### Dix jours de mobilisation massive contre Blanquer et sa politique

Au retour des vacances d'automne, l'annonce d'un protocole « renforcé » dont les mesures sont facultatives et inapplicables, a mis le feu aux poudres. En effet, l'étriqueté des locaux et les classes surchargées empêchent toute distanciation physique. L'insuffisance structurelle du nombre de remplaçantEs, dans les écoles primaires et maternelles, a obligé de nombreux et nombreuses élèves à se répartir au sein d'autres classes. Dans certaines écoles, des enfants mangent dans des salles de classe pour désengorger la cantine, et leurs profs dans leur voiture! Parfois, ce sont les salles des profs, qui, faute de mieux, servent à isoler les enfants symptomatiques. Dans des collèges, pour éviter les déplacements, les élèves sont assignés à une salle, mais restent sans surveillance entre deux cours ou pendant des heures d'études. En lycée, les groupes de spécialités recourent plusieurs classes et brassent les élèves. Partout les personnels d'entretien ne sont pas assez nombreux pour assurer la désinfection. Dès le lundi 2 novembre, des établissements, surtout des lycées, se sont mis en grève, en droit de retrait, pour revendiquer la diminution des effectifs des classes. Dans les jours qui ont suivi, un appel national à la grève pour le mardi 10 novembre était lancé, pour la mise en place de demi-groupes, et



DR

un recrutement urgent et massif de personnels.

Face à la pression, jeudi 5, Blanquer autorisait les lycées à passer en demi-groupes. Par conséquent, la grève du 10 a été relativement peu suivie dans les lycées, pris par l'élaboration des nouveaux fonctionnements. Cependant, la grève a été importante dans les collèges (où les demi-groupes sont toujours prohibés à de rares exceptions près), avec 45% de grévistes annoncés par le SNES. Il est remarquable que les assistantEs d'éducation et les agentEs d'entretien, premiers de corvée dans les établissements, ont été significativement en grève. En effet, ils et elles subissent de plein fouet les contradictions d'un protocole sanitaire rendu impossible faute de moyens. Dans le premier degré, c'est avant tout la question du recrutement d'urgence, notamment de remplaçantEs et d'AESH (accompagnantE d'élève en situation

de handicap) qui a été le moteur de la grève. Le SNUipp annonce 20% de grévistes, ce qui est significatif pour une grève appelée quatre jours plus tôt, dans un secteur où les grévistes doivent se déclarer 48 h à l'avance.

### Pour des effectifs réduits dans les classes, et à temps plein!

La rupture entre personnels, élèves et Blanquer est consommée. Qu'on le dégage! Sans se contenter d'un fusible, si menteur, méprisant et autoritaire soit-il, c'est toute la politique qu'il incarne qu'on doit rejeter. Il est regrettable que dans la communication syndicale, et dans les médias, les revendications pédagogiques et l'exigence d'investissements massifs aient été éclipsées par la question des demi-groupes « sanitaires ». Ces demi-groupes sont nécessaires face à l'urgence de l'épidémie mais le passage à mi-temps pour les élèves est problématique. Avec la moitié de leurs cours en moins, les élèves ne pourront pas effectuer les mêmes apprentissages. C'est pourquoi il est indispensable de poursuivre la mobilisation pour des aménagements immédiats de programmes et le passage de toutes les épreuves de bac en juin

(certaines sont toujours prévues en mars). Cependant, là où les demi-groupes ont été mis en place, les élèves étudient dans un cadre plus serein, les personnels sont plus disponibles et les apprentissages sont favorisés. Finalement, les élèves perdent moins que la moitié de leurs apprentissages car il apprennent mieux. Cette expérience laisse entrevoir ce qu'est une école à taille humaine. Elle doit nous convaincre de nous battre résolument et dès maintenant pour revendiquer un plan d'urgence dans l'éducation, basé sur des recrutements massifs de personnels, toutes catégories confondues, et la réquisition de nouveaux locaux pour assurer une diminution massive des effectifs dans les classes et les établissements et des cours à temps plein. Pour imposer un tel plan d'urgence, il faudra pousser en faveur d'une nouvelle journée de grève dès les premiers jours de décembre, et à l'organisation de manifestations, le samedi par exemple, aux côtés des soignantEs notamment dont nos revendications se rejoignent : pour des recrutements, des réquisitions, l'ouverture de lits, l'ouverture de classes...

Nicolas Mousset

## JUSTICE Victoire de Lewis, décrocheur de portrait de Macron

Mardi 10 novembre à 10 heures, il y avait du monde pour soutenir Lewis traduit devant le TGI pour avoir participé à une opération de décrochage du portrait de Macron.

En juillet 2019, des actions étaient menées un peu partout dans des mairies pour s'emparer du portrait de Macron et dénoncer son inaction sur la question du climat. En août se tenait le G7 à Biarritz transformée en forteresse. 128 portraits étaient ainsi décrochés. Dans l'Hérault, c'est à Assas que l'opération avait lieu.

### Refuser de se taire

Le procès qui se déroulait ce mardi avait plus qu'une valeur symbolique; il était l'expression d'une volonté de dénoncer l'incurie du gouvernement sur les questions écologiques. Dans ces temps de restrictions des libertés de manifester il était aussi l'occasion de relever la tête. Les participantEs au rassemblement ne s'y sont pas trompés. Une centaine de personnes étaient là, associations écologistes

bien sûr, ANV COP21, Alternatiba, Arrêt du nucléaire 34, militantEs du NPA, de l'UCL, la députée FI Murielle Ressiguié, des Gilets jaunes, des membres du collectif contre l'état d'urgence, la LDH, des syndicalistes... Lewis n'a pas dit pas autre chose dans son intervention très combative : au-delà de l'action de désobéissance civique, ce qui s'est exprimé est l'urgence de refuser de se taire, et il a aussi fait le lien

avec la manifestation des soignantEs à Toulouse.

Durant un bref échange avant d'entrer dans le tribunal il confiait que certes c'était difficile dans le contexte de crise sanitaire et de renforcement des mesures répressives de construire des ripostes communes, allusion aussi à la manifestation des enseignantEs, mais si ça pouvait prendre du temps parfois, la

colère était là, et elle allait ressurgir.

Une conclusion qui sonne comme un camouflet pour ce gouvernement! Au total, après une plaidoirie percutante de M<sup>e</sup> Ottan, Lewis certes reconnu comme acteur d'un vol n'est condamné à aucune peine, 1 euro symbolique pour la mairie et 39 euros pour le cadre.

Un encouragement pour celles et ceux convaincus que c'est bien le système et non le climat qu'il faut changer, que la dimension écologiste de notre combat pour une autre société est essentielle. CorrespondantEs NPA 34



## LOGISTIQUE À La Poste, c'est aussi la zone...

Des organisations syndicales et politiques viennent de signer une tribune contre Amazon, son « modèle social » et ses méthodes. Il parle de faire barrage à la méchante multinationale US. Si les critiques contre Amazon sont justes, un petit détail blesse quand même : est-ce qu'il existe un autre modèle?

En France, c'est La Poste qui est le principal acteur dans la logistique et la distribution du courrier et du colis. Le moins que l'on puisse dire c'est que son « modèle social » n'a rien à envier à son concurrent étatsunien.

### De Chronopost à Stuart, l'exploitation à la française

Qui se sert des filiales de filiales pour faire distribuer ses colis par des travailleurEs sans-papiers dont elle refuse l'embauche? La Poste! La grève

## PRÉCARITÉ La crise du logement est devant nous

On sent une inquiétude monter parmi les responsables politiques, les élus départementaux, les responsables d'associations institutionnelles sur les conséquences sociales de ce deuxième confinement. Ils ont de quoi. Les effets du premier ne sont pas encore effacés qu'une double peine vient frapper les ménages les plus précaires, entre autres et notamment en ce qui concerne le logement.

Le chômage est en hausse à presque 10%, les distributions alimentaires ont repris dans les quartiers, ce qui révèle la baisse ou l'absence de revenus, la fondation Abbé Pierre estime le nombre de personnes à la rue à 300 000, chiffre qui a doublé depuis 2012, les bailleurs de leur côté s'inquiètent de la paupérisation des locataires du parc HLM et de son effet sur l'encaissement des loyers. Troussel, président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, négocie avec le pouvoir la reprise du RSA par l'État et une centaine de maires dans une lettre à Macron demandent un milliard pour « les territoires en décrochage ».

### Aides complexes

Lors du premier confinement une revendication avait été avancée d'un moratoire sur les loyers selon l'idée « pas de revenus, pas de loyers ». Le DAL avait fait campagne, appelant à ne pas payer son loyer pour imposer une négociation. Mais le gouvernement, soutenu par les bailleurs, s'en



était tenu à un principe « le locataire doit payer son loyer » craignant un décrochage de ceux-ci, alors que dans le même temps il ouvrait en grand les vannes de la dette pour les entreprises. Lors de ce deuxième confinement c'est la même chose. Plutôt que d'intervenir directement sur les loyers, des aides sont mises en place, par les Fonds de solidarité du logement départementaux,

par Action logement, par l'accès aux APL, toutes complexes, avec constitution de dossier par des travailleurEs sociaux, qui laissent des ayants droit sur le bord de la route.

### Interdire les expulsions locatives

Par ailleurs qui dit dettes de loyer dit procédures juridiques engagées par les bailleurs ou les propriétaires. Elles ne sont pas interrompues. Le gouvernement avait prolongé la dernière trêve hivernale au 10 juillet mais avait refusé de tout renvoyer à l'année prochaine. Il est clair que cette échéance va être critique et qu'on risque de voir se multiplier les expulsions pour celles et ceux qui n'auront pas su se défendre. Particulièrement menacés, les locataires d'un propriétaire privé et ceux qui ont signé un plan d'apurement de la dette et qui ne tiendraient pas leurs engagements. D'ores et déjà la date du 31 mars 2021 est obsolète et le gouvernement doit prendre immédiatement un moratoire sur les procédures judiciaires et une mesure d'interdiction des

expulsions locatives qu'il doit imposer aux bailleurs et propriétaires pour protéger les locataires. La situation exige une intervention de l'État sur les loyers, pour faire baisser la pression de ceux-ci, seule façon d'aider directement tous les locataires qui connaissent des difficultés dues à la crise sanitaire. Outre le fait qu'il n'est pas prêt à remettre en cause le droit des propriétaires, le gouvernement est empêtré dans la réforme des APL qui a été engagée immédiatement après l'élection de Macron : baisse des APL, ponction sur les fonds des bailleurs (la Réduction de loyer de solidarité - RLS), refonte de son calcul, tout ceci pour faire des économies sur le dos des locataires, des mal-logés. Difficile pour lui de revenir dessus sans que ça se voit. Pas d'autres choix pourtant pour faire face à la crise que de bloquer les hausses des loyers, baisser ceux-ci directement ou en augmentant et en élargissant les APL. Cela ne se fera pas sans luttes.

Jean-Marc Bourquin

## LYCÉES Des blocages contre Blanquer et le « protocole » sanitaire

Depuis la rentrée des vacances de la Toussaint, une onde de colère a secoué les lycéenEs. Dès lundi 2 novembre, comme à Marseille, mais surtout le lendemain, avec l'entrée en scène des lycées de la région parisienne. D'autres blocages ont eu lieu depuis mais la vague semble s'être retirée. En attendant la suivante, car l'ambiance reste flottante.

Ce sont les conditions matérielles de la rentrée qui ont déclenché la colère. Les lycéenEs ont pris l'inconsistance du « confinement » en flagrant délit : on ne pourrait plus sortir entre potes mais continuer à s'entasser dans les couloirs ou à 30 dans les salles ? La circulation du virus, c'est sérieux, et les lycéenEs ne voulaient pas contaminer leurs proches. Ils et elles ont avancé la nécessité d'un « réel » protocole sanitaire, formulant ça et là une autre organisation de la scolarité, à leurs conditions : désinfection plus régulière des locaux, plus de transparence sur les cas de la part des administrations, etc. Et surtout le dédoublement des classes, qui figure aussi dans les revendications des profs. Manière d'exprimer la nécessité de réduire la densité dans les locaux - ici, en la divisant par deux.

### Les jeunes scolariséEs ne sont pas de la chair à virus

Devant la mobilisation, Blanquer a dû faire un pas de côté vendredi 6 novembre en accordant, au cas par cas, ce fameux dédoublement. Mais dans la bouche du ministre, pas question d'accorder plus de moyens. Le dédoublement devient alors le passage à 50% de... distanciel ! Un avant-goût d'une fermeture éventuelle des lycées qui complique pour beaucoup la possibilité de suivre leurs études ? Ce n'est pas pour ça que les lycéenEs se sont battus !

Le nœud du problème, c'est le manque criant de moyens dans l'éducation. Le manque de profs, les classes surchargées, le manque de personnels d'entretien, bref ce qui fait que les bahuts sont comme des boîtes de Pétri. Cette question des moyens imprègne les aspirations des jeunes mobiliséEs : dans les tracts et les prises de parole, ce sont des embauches nécessaires dont on parle.

De moyens supplémentaires, il n'est pas question. Sauf pour armer les flics qui sont venus déloger les blocages. Le scénario s'est partout répété : à 7 h, un coup de pression et si les jeunes insistent, à 7 h 30, c'est la charge, la dispersion violente. Le caractère systématique de cette répression est le thermomètre de la peur du gouvernement que la colère des jeunes ne s'étende au reste de la population. De meilleures conditions sanitaires, au lycée comme au boulot, n'est-ce pas une aspiration qui pourrait être largement partagée ?

La journée de mardi 10 novembre a eu moins de succès dans les bahuts, côté lycéenEs. Mais la porte reste ouverte car les réorganisations ad hoc posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Les jeunes ont mis un grain de sel dans le « confinement » sauce grandes entreprises. La salière pourrait y passer.

Bastien Thomas

Plusieurs plans de licenciements ont été mis en place dans le secteur : 1000 postes pour Accor dont 400 en France, 247 postes pour le groupe Constellation, dont 191 au Hyatt Regency Paris Étoile, plus d'une centaine de postes au W Opéra qui va fermer, sans parler des licenciements pour des motifs bidons qu'on voit tous les jours afin d'éviter des mises en place de PSE. Cela s'ajoute aux plusieurs milliers de CDD et d'extras non renouvelés. Les plans de licenciements ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Ce que nous observons au quotidien auprès des salariéEs est une réelle boucherie en préparation, et elle touche notamment les salariéEs de l'hôtellerie en sous-traitance.

### Le pire à venir ?

En effet, plusieurs salariéEs qui pourtant travaillent soit normalement, soit plusieurs jours par semaine sont payés en « chômage partiel », et donc par l'État et non par leurs employeurs. CertainEs sont même payés avec des chèques sans provision, ou ne sont pas payés du tout. Cela s'ajoute à des réorganisations des services à

## HÔTELLERIE Une boucherie annoncée

Dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme, alors que le gouvernement a déclaré le maintien de la prise en charge par l'État des indemnités de chômage partiel à 100% pour les heures non travaillées et ceci jusqu'au 31 décembre 2020, voire une prolongation des aides jusqu'au 31 mars 2021, les salariéEs continuent à être licenciés à tout bout de champ.

la dernière minute et donc des salariéEs, souvent à temps partiel, qui sont mis à la disposition totale de l'employeur en termes de lieu et des jours et horaires de travail. Plusieurs salariéEs subissent aussi des pressions quotidiennes pour les pousser à la porte ou à la faute pour faciliter ensuite leur licenciement. Ces licenciements sont très souvent prononcés pour faute grave, ce qui permet à l'employeur de ne pas payer les indemnités légales de licenciement et les préavis.

Le pire reste peut-être à venir, à l'approche du mois de décembre et de l'arrivée à terme de certains contrats commerciaux entre hôtels et sous-traitants : des bruits circulent déjà sur la rupture de certains contrats commerciaux sans que les marchés soient attribués à des repreneurs. Cela, selon les



Affiche de soutien à la grève d'Ibisis-Batignolles. LA RAGE

donneurs d'ordre, se traduirait par l'obligation de départ du sous-traitant avec les salariéEs du site, sans que l'hôtel ne soit juridiquement

contraint à reprendre les salariéEs en les internalisant. Les syndicats doivent se lever contre cette interprétation patronale des hôteliers et faire valoir la reprise des salariéEs du sous-traitant par application de l'article L1224-1 du code du travail. Les donneurs d'ordre ne peuvent en effet prétendre, pour échapper au prêt de main-d'œuvre illicite, que le service de l'hébergement un service autonome et organisé, et refuser de reprendre les femmes de chambre, gouvernantes et équipierEs. Cela risque cependant de provoquer une réelle boucherie : des PSE et des licenciements individuels disparates. L'heure doit être à la syndicalisation pour commencer à s'organiser collectivement, faire face à ces plans et construire les mobilisations et la résistance.

Tiziri Kandi

victorieuse des salariéEs Chronopost ou la récente lutte des Stuart (livreurEs à vélo) ont montré à quel point ce groupe n'a rien à envier aux pires amazoneries. La poste sous-traite à grande échelle, comme toute les grandes entreprises, en expliquant que les prestataires ne sont pas sous sa responsabilité sociale.

### La casse de l'emploi continue

Alors qu'Amazon embauche à tour de bras, que les prestataires de distribution colis fuient (pour le moment) vers ses structures, les restructurations se poursuivent à La Poste. En cinq ans plus de 21 300 emplois ont disparu. En 15 ans, plus de 100 000. Un bilan qui en dit long. Et ce n'est pas près de s'arrêter. Le groupe se dirige vers un modèle qui ressemble à l'automobile, avec un recours massif à l'intérim de façon permanente. Philippe Dorge, un

des grands artisans de la fermeture des usines PSA (dont celle d'Aulnay liquidée en 2014), est depuis quelques années le patron du secteur industriel du groupe, et il impose son style.

### La pandémie ? Une « opportunité » pour une multinationale bien française

Depuis 1988 et ses multiples changements de statuts, les choix politiques des gouvernements successifs ont poussé La Poste vers le « libre » marché. Depuis 2010 c'est une Société anonyme qui réalise 30% de son chiffre (26 milliards d'euros !) à l'étranger. Au début de la crise sanitaire, le PDG du groupe expliquait qu'il y avait « des opportunités historiques de marché ». Ce noble état d'esprit est toujours là pendant la deuxième vague, d'autant plus que les flux sont historiquement

hauts : le flux colis est aujourd'hui à 130% de l'habitude. C'est énorme. La direction prévoit 4 millions de colis/jour en décembre, un beau cadeau de Noël pour les patrons. Face à cet afflux de travail, le groupe annonce à grand renfort de publicité 9 000 embauches de saisonnierEs pour la période des fêtes. Rapporté aux effectifs du groupe, c'est bien peu, et ce sont encore des emplois précaires !

### La convergence des luttes, toujours la solution

Il faut évidemment dénoncer Amazon pour ce qu'elle est : un monstre capitaliste qui exploite les travailleurEs du monde entier pour enrichir une poignée d'actionnaires. Mais en France, pas question non plus de défendre un groupe comme La Poste ou autres mastodontes de la grande



CHARMAG

distribution comme Auchan ou Carrefour qui, sous prétexte de patriotisme économique, cherchent à défendre leurs parts de marché face à la concurrence, que ce soit celle d'Amazon... ou des petits commerces !

Alors que des appels à la grève se multiplient chez Amazon, il faut un mouvement convergent des travailleurEs du secteur. Contre les capitalistes de tous les pays : la lutte de tous les travailleurEs, sans frontière (d'entreprise) !

Erwan Piam

# Un siècle depuis le premier « Bloody Sunday » en Irlande

En avril 1916, républicains et socialistes irlandais lancent un soulèvement armé pour l'indépendance : l'Insurrection de Pâques. Les rebelles échouent et sont exécutés. Ajoutée à la menace de conscription dans l'armée britannique, leur mort va alimenter un mouvement de rébellion combinant une guerre de guérilla avec des manifestations et des grèves. Des soviets sont même établis durant une courte durée. L'agitation perdure et quatre ans plus tard, le premier « Bloody Sunday » de l'histoire contemporaine de l'Irlande change le cours de cette dernière à jamais. Cette journée de violence extrême constitue un tournant spectaculaire dans la guerre d'indépendance irlandaise (1919-21), au terme de laquelle 26 comtés d'Irlande gagnent leur indépendance politique vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Le 21 novembre 1920, en seulement 15 heures et au cours de trois événements distincts mais connectés, plus de 30 personnes meurent. À 9 heures, huit bâtiments de la capitale irlandaise reçoivent la visite de membres de « The Squad », unité d'élite de la brigade de Dublin de l'Armée républicaine irlandaise (Irish Republican Army, IRA<sup>1</sup>). Organisée par Michael Collins, ministre des Finances de la République irlandaise clandestine et chef des services de renseignement de l'IRA, « The Squad » était chargée d'assassiner des officiers de la Police royale irlandaise (Royal Irish Constabulary, RIC), des agents britanniques et, parfois, des informateurs au sein même du mouvement républicain irlandais. Et ce matin-là, ils entreprennent de démanteler le réseau de renseignement britannique à Dublin.

Au 28 Upper Pembroke Street, des volontaires de l'IRA tuent deux officiers de renseignement de l'armée britannique, et un troisième mourra plus tard des suites de ses blessures. Des scènes similaires se produisent dans les rues calmes de la classe moyenne au sud de Dublin, et à l'hôtel Gresham dans le centre-ville. Dix volontaires font irruption au 22 Lower Mount Street et tirent sur le lieutenant britannique Angliss allongé dans son lit. Des membres de la division auxiliaire du RIC (Auxiliary Division of RIC, ADRIC<sup>2</sup>) circulent dans la rue lorsqu'ils sont alertés par les cris de la femme de ménage. Les auxiliaires encerclent la maison et envoient deux d'entre eux chercher des renforts dans une caserne voisine. Deux volontaires de l'IRA s'échappent par la porte arrière, tandis qu'un troisième, Frank Teeling, est blessé et capturé. Le reste de l'unité se dégage un chemin à coups de balles vers la porte avant, puis s'enfuient sur un ferry-boat volé sur la rivière Liffey.

Cette spectaculaire matinée de violence du 21 novembre est conçue par l'IRA pour inverser le cours du conflit dans la capitale irlandaise. En décembre 1918, les 73 députés du Sinn Féin élus lors des élections générales britanniques avaient refusé de siéger à la Chambre des Communes (britannique) puis proclamé à la place une République irlandaise révolutionnaire avec son propre parlement, le Dáil Éireann. La guerre d'Indépendance avait commencé le mois suivant.

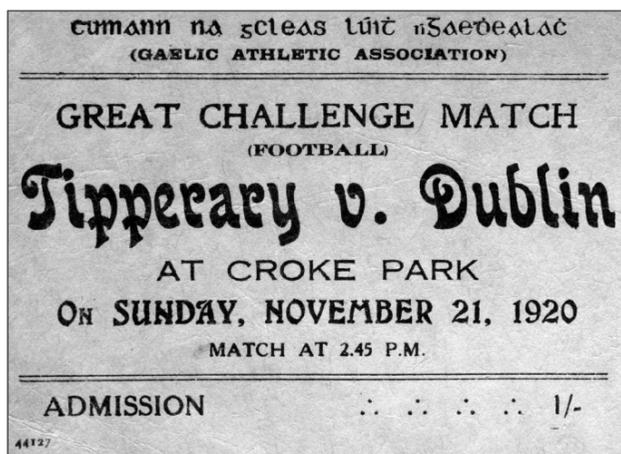
## Offensives et représailles

C'est ainsi qu'à l'automne 1920, principalement dans le sud et



Un groupe de Black and Tans. DR

l'ouest du pays, une guérilla fait rage. À Dublin même, ce sont les forces de sécurité qui ont le dessus. L'armée britannique y est très présente avec une douzaine de bataillons d'infanterie. Ceux-ci sont renforcés par le RIC et l'ADRIC, lui-même appuyé depuis janvier 1920 par l'arrivée d'anciens soldats britanniques au chômage, les tristement célèbres « Black and Tans » – nommés en raison de leurs irréguliers uniformes kaki. Les représailles deviennent de plus en plus banales. Henry Wilson, chef de l'état-major impérial, écrit dans son journal le 23 septembre 1920 que le général Henry Hugh Tudor « a très clairement indiqué que la police, les Black and Tans et les 100 officiers des renseignements commettent tous des meurtres de représailles. » Ami de Winston Churchill, Tudor avait pris le contrôle effectif du RIC de par son statut de « chef de la police ». Après le meurtre de deux officiers du RIC par l'IRA, les Black and Tans se déchaînent dans la petite ville de Balbriggan, dans le comté de Dublin, le 20 septembre, brûlant maisons et commerces, pillant et tuant deux hommes de la région. Wilson poursuit : « Hier, à Balbriggan, Thurles et Galway, la police locale a désigné certains comme étant, selon elle, les véritables meurtriers ou instigateurs, puis elle est allée les battre sans intermédiaire ni jugement. Winston [Churchill] n'y a rien vu de problématique, mais cela m'horripile. » Les activités de l'ADRIC, combinées à la croissance d'un réseau clandestin de renseignement britannique à Dublin, confortent alors les Britanniques dans l'idée que l'IRA peut être vaincue. Le 9 novembre le Premier ministre britannique Lloyd George l'indique : « Sauf erreur de ma part avec les mesures que nous avons prises nous arrivons au bout de la bataille. »



DR

Cette impression semble encore plus justifiée par la saisie, une semaine plus tard, des papiers du chef d'état-major de l'IRA, Richard Mulcahy, et la capture, le 20 novembre, du commandant et du vice-commandant de la brigade de Dublin de l'IRA. Mulcahy se rappelle que « la pression était très forte [et] on sentait qu'ils étaient aux trousses de certains d'entre nous. » Un autre volontaire de l'IRA, Harry Colley, estime alors que le moral est défaillant parce que « les Aux [ADRIC] étaient maintenant tellement visibles partout » et que l'IRA « semblait s'être complètement retirée du combat... Il aurait fallu prendre des mesures [...] pour contrecarrer cette influence. » L'action finalement décidée est de frapper les officiers de renseignement britanniques connus à Dublin, pour tenter de détruire leur réseau dans la ville. Noms et adresses sont récupérés auprès de diverses sources, notamment des fonctionnaires sympathisants et un informateur de l'IRA au sein de la RIC. Il est maintenant admis que toutes les victimes n'étaient pas impliquées dans les services de renseignement britanniques, et qu'au moins deux d'entre elles, Patrick Cormack, abattu

à l'hôtel Gresham, et le propriétaire du 117, Morehampton Road, étaient des civils innocents. Les autres étaient néanmoins liés à l'armée britannique, et ces assassinats ont créé un choc considérable. Tout en affirmant que ce n'était pas la manœuvre militaire impressionnante prévue, l'historien Charles Townsend concède que « pris en compte dans l'ensemble de la résistance républicaine, les attentats de Bloody Sunday ont été des plus efficaces. Leur écho public fut massif ». Les foules se massent le long des rives et des ponts de la Liffey pendant que les officiers morts sont emmenés au port. À Londres, des barricades militaires sont érigées dans Downing Street et King Charles Street, et 200 anciens officiers sont réquisitionnés pour « déambuler armés et en civil autour du Parlement et des bureaux du gouvernement. » Les officiers décédés auront droit à des funérailles nationales, avec cortège funéraire de Whitehall à l'abbaye de Westminster. Si l'impérialisme britannique honore ses morts en public, il n'a rien de sentimental en privé. Lloyd George estime qu'« ils ont eu ce qu'ils méritaient » et Hamar Greenwood,

Chief Secretary pour l'Irlande, déclare au secrétaire particulier du roi qu'« il est étonné de l'insouciance de ceux qui ont perdu la vie... aucun d'entre eux n'avait de revolver, alors que lui-même ne se couche jamais sans revolver à ses côtés et en porte toujours un sur lui ».

## Le massacre de Croke Park

Les représailles commencent immédiatement. Dick McKee et Peadar Clancy, les officiers de la Brigade de Dublin de l'IRA arrêtés le 20 novembre, sont abattus sur le champ (alors qu'ils « tentaient de s'échapper », selon les termes du récit officiel largement ridiculisé), ainsi que Conor Clune, un innocent non-combattant.

Plus importants cependant sont les événements du dimanche après-midi au stade de football de la Croke Park Gaelic Athletic Association. À 13 h 30, des ordres sont donnés au lieutenant-colonel Bray : « Un match de football entre une équipe de TIPPERARY et une équipe de DUBLIN aura lieu à CROKE PARK à 14 h 45 cet après-midi [...] Vous allez encercler le terrain et vous poster à toutes les sorties. » Les Britanniques soupçonnaient la présence d'hommes de l'IRA dans la foule, et ont l'intention d'arrêter chaque participant à la sortie à la recherche de suspects.

C'était, semble-t-il, le plan. Car les Auxiliaires présents se rendent à l'entrée du terrain et, avant que le cordon de police ne soit établi, tirent dans la foule. La fusillade ne dure que 90 secondes mais ce fut assez pour que la police tire 114 cartouches de fusil et un nombre inconnu de coups de revolver, tandis que 50 autres cartouches sont tirées par une mitrailleuse militaire. L'historien David Leeson écrit : « Quand cela prit fin, sept spectateurs sont morts abattus. Quatre d'entre eux ont pris des balles dans le dos. Deux autres se sont vidés de leur sang après avoir été touchés à la jambe et avoir subi des fractures aux cuisses. L'un d'eux a été touché au sommet du crâne, alors qu'il était allongé. Deux autres hommes sont morts d'un arrêt cardiaque, écrasés par la foule. Cinq autres personnes ont été mortellement blessées. Une balle a traversé le crâne d'un jeune garçon, et une autre le corps d'un autre. Un homme a été blessé au bras et un autre dans le dos. La dernière victime n'était même pas sur le terrain lorsqu'elle a été touchée : elle rentrait chez elle dans la rue Russell, loin du parc, lorsqu'une balle l'a atteint à la jambe et lui a fracturé le fémur. Ils sont tous les cinq morts dans la semaine. »

En tout, 14 civils sont brutalement tués, et bien plus sont blessés, dont certains gravement.

## Un tournant politique

Dans son compte rendu des événements, le gouvernement affirme que la police n'a pas ouvert le feu, ce que les nationalistes et républicains irlandais nient farouchement. Le lundi matin, *Freeman's Journal*, d'orientation nationaliste, titre : « Amritsar repeated in Dublin » – une référence au massacre d'Amritsar en Inde, où les troupes sous le commandement du brigadier général Reginald Dyer avaient tué 379 personnes et blessé plus de 1200 autres lors d'une manifestation au Pendjab l'année précédente. Le 30 novembre, le Parti travailliste britannique envoie sa propre commission à Dublin. Après un séjour de cinq jours, la commission ne trouve aucune preuve indiquant que la police aurait subi des tirs : « Aucun des nombreux témoins examinés ne l'a corroboré. »

Le général E. L. Mills, commandant des ADRIC cet après-midi-là, a laissé un rapport écrit blâmant les Black and Tans pour la fusillade : « Je ne voyais pas du tout la nécessité de tirer, écrit Mills, et les tirs aveugles ont absolument gâché toute chance de mettre la main sur les personnes en possession d'armes ». Selon le général Crozier, commandant de l'ADRIC, qui démissionne en février 1921 : « Aucune attention n'a été portée au rapport du Général Mills... à part sa mise sur "liste noire" [...] on s'est débarrassé de lui. »

Ce Bloody Sunday renforce plus encore l'opposition des Irlandais aux Britanniques et accroît le soutien au mouvement républicain irlandais. Avec l'embuscade de Kilmichael une semaine plus tard, où 17 officiers de l'ADRIC sont tués par l'IRA dans le comté de Cork, ces événements ont également détruit l'idée, parmi les cercles gouvernementaux britanniques, que l'Irlande pouvait être vaincue militairement. Cela conduit directement à des pourparlers via des intermédiaires, ouvrant la voie à une trêve en juillet 1921, et à la signature du traité anglo-irlandais en décembre 1921.

Ce Traité marque un compromis entre la Grande-Bretagne et l'aile la plus « modérée » du mouvement républicain, qui accepte la partition de l'île et le statut de Dominion – statut de semi-indépendance avec maintien d'une certaine autorité de la Couronne britannique – pour les 26 comtés de l'« État libre » irlandais. Le Traité entraîne une guerre civile au sein du mouvement républicain (1922-23) et ce que l'historien John Regan a appelé une « contre-révolution irlandaise », au cours de laquelle un État post-indépendance autoritaire, catholique et socialement conservateur se consolide.

## Liam McNulty

1 – L'IRA est issue des Irish Volunteers, mouvement créé en novembre 1913 pour défendre le « Home Rule » (autonomie limitée de l'Irlande au sein du Royaume-Uni) qui participe à l'insurrection de Pâques. En 1919, les Irish Volunteers sont officiellement reconnus par la nouvelle République irlandaise et sont devenus l'IRA.

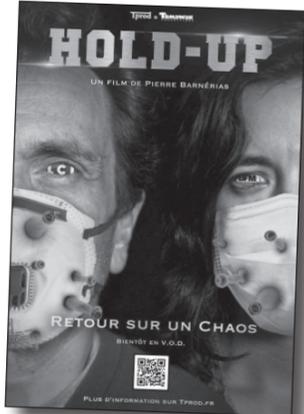
2 – Force anti-insurrectionnelle devenue célèbre en Irlande pour ses représailles et ses exécutions extrajudiciaires, aussi appelée Auxiliaires ou Aux.

Documentaire

# Hold-up, le film qui se trompe de complot

En quelques jours, le documentaire « Hold-up » est devenu l'objet de nombreuses discussions : dans les « grands médias » mais surtout dans la population, avec de nombreuses discussions sur les lieux de travail ou les réseaux sociaux, mais aussi dans les familles ou les cercles amicaux. Avec un mot qui revient en boucle : « complotisme ».

Nous ne proposerons pas ici une critique linéaire du documentaire ni une énième opération de « décryptage » de son contenu. D'autres l'ont fait, avec plus ou moins de réussite, et pointé un des problèmes majeurs : « experts » aux parcours douteux et/ou intervenant hors de leur domaine d'expertise, petits et gros arrangements avec les chiffres et les données scientifiques, informations inexactes, voire mensongères ; absence de contradiction, etc.<sup>1</sup> Ce qui nous intéressera ici est plutôt la thèse du film, ses faiblesses et les dangers qui l'accompagnent.



Mais là où Hold-up bascule, c'est en confondant allègrement l'opportunisme de certains secteurs des classes dominantes, qui tentent de profiter d'une crise sanitaire bien réelle, avec un projet organisé visant à provoquer une crise sanitaire artificielle pour mettre en place un programme tenu secret. Affirmer que certains profitent de toutes les opportunités pour asseoir leur domination politique et/ou économique est une chose. Prétendre que des milliers d'individus, issus de dizaines de pays, de milieux professionnels hétérogènes, se seraient secrètement entendus pour diffuser un même mensonge, en est une autre.

### S'organiser contre l'impuissance

On ne peut ainsi manquer de s'étonner, en visualisant *Hold-up*, de la facilité et de la rapidité avec lesquelles un réalisateur a pu, en quelques semaines, mettre à jour une telle conspiration. De toute évidence, le mensonge n'était guère bien protégé, et l'on se demande comment des journalistes qui n'ont jamais manqué de s'en prendre aux autorités étatiques (de Mediapart aux journalistes d'investigation aux États-Unis), ont pu passer à côté d'un tel scoop. Ou alors feraient-ils et elles eux aussi, peut-être à leur corps défendant, partie du complot ? On voit bien l'absurdité de la chose, a fortiori lorsque l'on sait qu'une large partie des informations factuelles « révélées » par *Hold-up* proviennent précisément... du travail de ces journalistes.

Mais surtout, on ne peut que se questionner sur l'absence totale, dans le film, de place donnée à celles et ceux qui, bien avant *Hold-up*, ont dénoncé le scandale de la (non-)gestion de la crise sanitaire — on pense ici notamment aux personnels des hôpitaux débordés, absents du documentaire, sans doute parce qu'ils et elles ne cadraient pas avec l'idée d'une crise exagérée — et proposent d'autres perspectives que la passivité dans laquelle nous conforte *Hold-up*. Car ce qui se dégage du film est bel et bien un sentiment d'impuissance généralisée : comment se battre contre des complots, par définition cachés, et contre leurs auteurs, par définition insaisissables ? La réponse de *Hold-up* est simple, et individuelle : faire connaître *Hold-up* et financer sa société de production. Or, contre la gestion calamiteuse de la crise sanitaire et contre le « monde d'après » des capitalistes, c'est tout le contraire qu'il faut faire : se battre concrètement, et collectivement, dès maintenant, pour des droits bien réels, contre des politiques publiques tout sauf secrètes, décidées et mises en œuvre par des acteurs clairement identifiés, qu'ils soient au gouvernement ou dans les conseils d'administration du CAC 40.

### Julien Salingue

1 – Voir par exemple Checknews, « Covid-19 : dix contre-vérités véhiculées par "Hold-up" » ou les Décodateurs, « Les contre-vérités de "Hold-up" », documentaire à succès qui prétend dévoiler la face cachée de l'épidémie.

### Au sens strict, un complot

Le documentaire de plus de 2h40 propose, à grands traits, la thèse suivante : la dangerosité du Covid-19 a été volontairement exagérée par les gouvernants et autres « élites », notamment économiques, afin de leur permettre, à coups de mensonges, de faire accepter ou d'imposer un vaste projet de réorganisation de l'ensemble des rapports sociaux. La lutte apparente contre le Covid-19 dissimulerait donc un tout autre but, tenu secret et « révélé » par le film *Hold-up* qui aurait pu, d'après les propos de son producteur Christophe Cossé, s'appeler « Coup d'État ». Il s'agirait donc bien, à proprement parler, d'un complot, au sens d'un projet élaboré et mené secrètement par un groupe d'individus issus des milieux économiques, scientifiques, politiques et médiatiques, qui se seraient entendus pour construire et

diffuser un vaste mensonge destiné à couvrir des desseins inavouables. C'est ce mensonge et ces desseins que *Hold-up* se propose de dévoiler, à grands renforts d'informations « censurées » et d'interviews inédites.

### Opportunisme vs projet organisé

Si le documentaire *Hold-up* peut être qualifié de complotiste, ce n'est pas parce qu'il pointe les incohérences, voire les mensonges, des autorités, ni même parce qu'il veut faire entendre « autre chose » que la « version officielle ». À ce titre, nous serions nombreux à être complotistes, tant nous avons été nombreux à dénoncer ces mensonges et à affirmer que, contrairement à ce qu'ils prétendaient, nos gouvernants étaient avant tout préoccupés par la sauvegarde des profits et pas par la mise en œuvre d'une politique sanitaire efficace sauvant un maximum de vies.

Les Nôtres



## Jean-François Mortel

Jean-François Mortel, notre camarade du NPA 01, a tiré le rideau, a tourné le coin au début du mois d'août. L'histoire nous mord la nuque. On peut dire, nous ses proches, ses copains, ses camarades, qu'il a bien planté ses dents dans l'histoire locale.

Cet illimité militant ne laissait rien passer. De tous les combats, de la LCR au NPA, dans tous les collectifs, depuis les luttes anti-nucléaires, les brigades de solidarité au Nicaragua, jusqu'au soutien aux migrantEs, à la Palestine, dans le Collectif pour l'égalité des droits et contre le racisme... Fer de lance de toutes les initiatives politiques, et de toutes les manifs, pour lesquelles il concoctait des tracts mémorables. À l'entête du NPA bien entendu et sous le titre : *La panouille rouge*. *La panouille* que nous avions tirée pour la grève du 5 décembre 2019 s'intitulait : « Que la fête commence ! » Tout un programme... Mais ce n'était pas vraiment un tract. Non, huit pages, un dossier, 800 exemplaires ! Il avait l'optimisme révolutionnaire, celui qui pense qu'il est possible de changer radicalement la société, de terrasser le capitalisme. Jean-François fut un acteur majeur, le fédérateur, d'une des plus longues expériences autogestionnaires de ces dernières décennies, au sein d'un centre d'hébergement, loin du contrôle social et de la stigmatisation des plus pauvres. Association atypique qui finit par disparaître après une lutte mémorable et 88 jours de campement devant la préfecture, asséchée financièrement par l'État. Depuis lors, Jean-François consacrait son temps de retraité au combat politique, gérait un hôtel social (Le Temps des Cerises), seule structure survivante de l'ex-association, et un resto associatif (La Canaille). Lecteur assidu, bon guitariste, il s'occupait d'un jardin (La Butte rouge) qui fournissait des légumes au restaurant. Daniel Bensaïd disait : « Bien sûr nous avons eu davantage de soirées défaites que de matins triomphants. Et à force de patience, nous avons gagné le droit précieux de recommencer ». Il va falloir recommencer sans lui. Il va nous manquer, et manquer au NPA. Jean-François était le compagnon depuis plus de 30 ans de Carole, maintes fois notre tête de liste aux diverses élections, que nous entourons affectueusement et avec laquelle nous poursuivrons le combat.

Essai

# Magellan, de Stefan Zweig

Le Livre de poche, 285 pages, 7 euros.

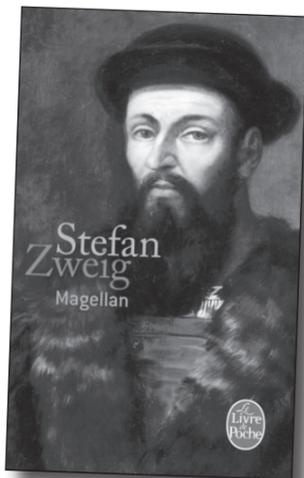
Confiné dans un rayon d'un kilomètre autour de chez soi ou au travail, nous devons légitimement lutter pour un monde meilleur et pouvons aussi rêver d'un ailleurs. C'est sans doute pour cela que les éditions Laffont<sup>1</sup> viennent de publier *Magellan* dans une nouvelle traduction en grand format. Celle que nous présentons ici a été réalisée par Alzir Hella, grand ami de Stefan Zweig et militant anarchiste wallon persécuté par la Gestapo. Zweig, écrivain juif autrichien contraint par le nazisme à un exil forcé au Brésil, était subjugué par la symbolique du passage. Passage vers la vérité et passage vers la liberté : Magellan en est une vibrante démonstration.

### Le « sobresalente » se forge un destin

Fernao de Magalhaes, mieux connu sous le nom de Magellan, était un petit noble portugais. Il navigue et combat dans les Indes des épicés (Inde, Indonésie, Malaisie), pour son roi, de 1505 à 1516. Simple soldat, « sobresalente », il a mis sa vie en péril et été blessé à plusieurs reprises. Il en gardera une franche hostilité pour la violence aveugle et inutile en termes d'exploration et de découvertes de nouveaux peuples. Il apprend surtout la navigation, assume tous les postes sur un bateau (de charpentier à navigateur) et comprend que celui qui maîtrise la

science des voiles, des cartes et de la navigation peut maîtriser aussi les âmes des marins et se lancer dans l'aventure. Ses différents voyages, ses rencontres avec des marins de toutes nationalités (Indiens musulmans en particulier) l'ont convaincu qu'il existe un passage de l'océan Atlantique à l'océan Indien, de l'Ouest à l'Est. En 1517, il présente son projet au roi du Portugal qui n'a que mépris pour lui et le rejette. En 1518, Magellan reçoit le soutien du roi d'Espagne, le futur Charles Quint, qui lui donne les fonds et un an pour lever une flotte. En dépit de l'adversité rencontrée à Séville (il est portugais), il réarme de fond en comble de vieux vaisseaux et s'élanche en 1519 à la tête de 265 hommes et cinq navires.

Il a consulté les meilleurs « argonautes » et dressé une carte hypothétique et secrète qui situe le passage vers le Pacifique au 40° degré, soit au niveau du Rio de la Plata en Argentine, alors qu'il ne le découvrira que beaucoup plus au sud, au 52° degré, à la Terre de Feu après un hiver austral redoutable. En 1522, il ne reviendra qu'un seul navire avec 18 hommes à bord commandé par celui qui l'a trahi en Patagonie (le capitaine Del Cano) et, heureusement le chroniqueur et ami de Magellan, Antonio Pigafetta. Magellan, lui, trouvera la mort aux Philippines en avril 1521 au cours d'une rixe inutile avec des indigènes.



### Une épopée hallucinante et des leçons scientifiques

À l'opposé des Cortez et Pizarro, uniquement préoccupés de piller sans pitié et le plus vite possible et qui lâchaient leurs troupes sanguinaires pour massacrer ou réduire en esclavage les populations, Magellan est avant tout un pacifique. Il passe loyalement des pactes et des accords avec les chefs indigènes rencontrés et les respecte. Cette honnêteté sera sa meilleure arme et restera son plus grand titre de gloire. Le génois Christophe Colomb<sup>2</sup>, lui aussi au service de l'Espagne, était armé d'idéal quoiqu'avec moins de compassion. Il voulait découvrir un « nouveau monde » mais son voyage ne dura que 33 jours tandis que Magellan souffrit pendant presque deux ans des mutineries de ses capitaines espagnols, du froid, de la faim et des maladies avant de trouver le Graal.

À titre indicatif, ce n'est que 60 ans plus tard que le corsaire et explorateur Francis Drake, beaucoup mieux armé et avec une carte exacte, parvint à réaliser le deuxième tour du monde de l'histoire. Comme Magellan, il fut contraint à hiberner dans le même Golfe de Patagonie<sup>3</sup> et lutta contre la révolte de ses marins. L'expédition de Magellan, en sortant du détroit (passage) qui allait porter son nom, a débouché sur la confirmation définitive que la Terre était ronde, sur la découverte de la rotation de la terre en 24 heures et donc sur la possibilité théorique de gagner du temps sur l'infini. Cette découverte a révolutionné les sciences de l'époque, autant que la théorie de la relativité au 20<sup>e</sup> siècle.

### Un fantastique essai sur le dépassement de soi

Le besoin humain de dépassement de soi est le moteur de l'humanité et nous sauvera peut-être de l'extinction de notre espèce programmée par le capitalisme. Quand il était « minuit dans le siècle », Stefan Zweig, depuis le Brésil où il était réfugié, a écrit cette biographie ou plutôt cet essai avec l'idée que « le génie porté par la passion est plus fort que tout et peut transformer un rêve en une réalité et une vérité impérisable ».

### Sylvain Chardon

1 – *Magellan, l'homme et son exploit*, dans une nouvelle traduction de Françoise Wuillmart.  
2 – Voir l'essai de notre camarade Michel Lequenne, décédé en février 2020, *Christophe Colomb, amiral de la mer océane* (Gallimard).  
3 – Patagonie découverte et appelée ainsi par Magellan en raison de la taille des pieds des Amérindiens locaux (du latin patagon).

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

# GAËL FAYE « Les œuvres d'art permettent d'ouvrir un peu l'esprit, et de rendre les gens un peu plus attentifs »

**Entretien.** Rencontre avec **Gaël Faye**, notamment connu pour son roman « Petit pays » (2016), quelques semaines après la sortie de l'adaptation au cinéma du roman et au moment de la sortie de son album musical « Lundi méchant ».

**Pourquoi as-tu accepté que ton livre Petit pays soit adapté ? Que pensais-tu qu'un film pouvait apporter en plus du livre ?**

J'ai accepté que cela soit adapté car, déjà, le Burundi et le Rwanda ne sont vraiment pas représentés dans le cinéma. Ce sont des histoires dont on n'entend jamais parler, le Burundi encore plus que le Rwanda. Je pense que la plupart des Français seraient incapables de placer le Burundi sur une carte... Le roman a eu une super réception du public, et je me disais que l'adaptation au cinéma pouvait décupler la portée de cette histoire, le cinéma étant beaucoup plus populaire que la littérature. Donc c'était ça l'envie première. Après, la difficulté était de trouver la bonne personne. J'ai pris mon temps, j'ai rencontré beaucoup de monde car beaucoup de monde était intéressé. Mais tout ce qui a trait à la représentation de l'Afrique au cinéma, il faut faire vachement gaffe, on marche un peu sur des œufs. Et quand j'ai rencontré Éric Barbier, le réalisateur, c'était évident que je pouvais travailler avec lui : il avait une connaissance très précise de l'histoire du Burundi et du Rwanda, de la région des Grands lacs, il concevait aussi l'idée qu'on pouvait faire un film qui parle d'un paradis perdu, de l'enfance, mais sans oublier, en toile de fond, l'histoire et la politique. Sur ce que le film peut apporter de plus ou de différent du livre, disons que déjà, une adaptation, c'est accepter que le film ne sera pas le roman, que ce sera une autre histoire. Mon idée c'était que le réalisateur s'empare de l'histoire, la fasse sienne, que ce soit son œuvre d'art. Moi j'ai accepté tout de suite l'idée que je n'allais pas retrouver exactement mon livre : c'est impossible de traduire totalement un roman au cinéma, car le cinéma c'est de l'action alors qu'un roman, surtout le mien, c'est beaucoup de voix intérieures. Il y a donc beaucoup de choix à faire. L'existence de ce film va permettre de toucher beaucoup plus de monde et de faire avancer la connaissance, la sensibilité sur ces questions. D'un coup les gens existent sur la carte. Je dis cela car je me souviens de la sortie d'*Hotel Rwanda* [en 2004] : avant cela, les gens, aux États-Unis par exemple, ne connaissaient pas le Rwanda. À partir de ce film, il y avait au moins une base de connaissance, on pouvait au moins avoir une base de discussion. Et ça même si le film est raté, même s'il est nul, l'actualité nous le prouve encore plus avec l'arrestation de Paul Rusesabagina, l'homme qui a inspiré le personnage principal et qui s'avère ne pas être le bon samaritain décrit dans le film... Mais voilà, malgré les défauts du film, cela avait eu cet impact qui pour moi est positif : on ne se rend



WIKIMEDIA COMMONS

pas compte lorsque l'on est français, lorsque l'on est occidental, ce que ça fait de venir d'un coin du monde que les gens ignorent totalement. Et au-delà de l'ignorance, il y a surtout une indifférence absolue, et moi c'est beaucoup plus l'indifférence qui me marque. Mais voilà, les œuvres d'art permettent d'ouvrir un peu l'esprit, et de rendre les gens un peu plus attentifs.

**Est-ce que c'est parce que tu avais intégré le fait que les gens n'étaient pas intéressés par ce qui se passe au Rwanda ou au Burundi que tu as été surpris du succès de ton livre Petit pays ?**

Oui, j'ai été très surpris. En fait je crois qu'il y a énormément de paramètres pour expliquer un succès, il n'y a jamais juste une explication. Par exemple, ce qui était très étrange, c'est qu'alors que je faisais la promotion de mon roman, à l'automne 2016, il y avait, au même moment au Burundi, des violences terribles, une répression terrible de la part du gouvernement de l'époque, et pourtant les journalistes ne faisaient

jamais de lien entre mon roman et la situation que vivaient les Burundais à ce moment-là. Ça m'avait surpris, mais je crois que malheureusement on arrive à décorrélérer les choses ainsi... Mon roman, il y a bien sûr en toile de fond l'histoire du Burundi, le Rwanda, le génocide des Tutsis, mais beaucoup de gens ont retenu l'histoire d'un paradis perdu, d'un enfant, et c'est ce qui donne aussi la portée universelle du roman. D'un coup, on se dit que Gabriel aurait pu être dans un autre conflit, à un autre endroit, et que cela aurait peut-être fonctionné aussi. Une autre chose qui m'a étonné, c'est qu'on parlait beaucoup du génocide des Tutsis au Rwanda, on disait que c'est un roman sur le Rwanda, alors que l'action se déroule au Burundi. Donc ce que j'ai compris, c'est qu'on voyait ce qu'on avait envie de prendre dans le roman. C'est pour ça que j'essaie de ne pas trop analyser les succès, car je crois que c'est toujours une somme de malentendus. C'est ce qui rend fou les artistes... Donc j'essaie de garder de la distance, je me dis que j'ai eu de la chance d'avoir vécu ça, que

c'est assez exceptionnel, mais que ce sont des alignements d'étoiles ou de planètes qui ne s'expliquent pas.

**Ton autre actualité, c'est la chanson, avec l'album Lundi méchant et le single « Respire ». Quand on a entendu ce single, cela nous a évoqué énormément de choses par rapport à l'actualité, et notamment des choses très politiques. Je ne sais pas quand la chanson a été écrite mais, au-delà de la question écologique, très présente dans le texte, cela peut également faire penser au Covid, et aussi au « I can't breathe » devenu symbole de la lutte contre les violences policières aux États-Unis et dans le monde, voire aux gaz lacrymogènes des manifestations réprimées...**

Il y a de tout ça, bien sûr, tout est mêlé. Il y a cette sensation que le monde, tel qu'il va, nous échappe, un sentiment de suffocation qui est global. Dans l'album, il y a d'autres références à cette thématique, des références un peu plus explicites. Avec « Respire », j'avais envie de rester sur quelque chose d'assez général : c'est une pièce en trois actes, avec un matin, un après-midi et une nuit d'un citoyen lambda, et avec cette injonction à cette course folle dans laquelle on est lancés sans savoir où l'on va, et cette incapacité à respirer, dans toutes ses dimensions. J'ai écrit ce texte avant le confinement, je n'étais pas impacté par ça. Lorsque je dis « Les masques sont mis », on n'avait pas encore les masques dans nos vies. Mais le slogan « I can't breathe », c'est quelque chose qui est là depuis longtemps, aux États-Unis, ou avec Adama Traoré, et ça je le portais depuis longtemps quand j'ai commencé cet album.

**Propos recueillis par Raphaël Alberto et Néva Scarlett**

Podcast intégral de l'interview sur <http://podcast.npa2009.org/node/30>

## L'image de la semaine



**RESTRICTION SUR L'ACCÈS À LA PROTECTION MALADIE DES PERSONNES ÉTRANGÈRES.** Depuis le début de l'année, le gouvernement s'est déjà attaqué à la protection maladie des demandeurs-ses d'asile en instaurant un délai de carence, qui durcissait les conditions d'accès à l'aide médicale d'État (AME) et amorçait une fragilisation de l'accès aux soins des personnes étrangères en situation régulière en France. Après les mesures adoptées fin 2019, c'est maintenant au travers de décrets techniques, qu'est restreinte la protection de la santé des étrangers-ères.

Avec ce décret publié au Journal officiel, coïncidence, certes, mais ô combien symbolique, dans les premiers jours du re-confinement, c'est au tour du mécanisme légal de prolongation des droits à la prise en charge des frais de santé par l'assurance maladie d'être raboté. En pratique, ce sont 800 000 personnes étrangères, détentrices de titres de séjour renouvelés chaque année, qui vont être impactées. Ces personnes disposaient auparavant d'un délai pour produire leur nouveau titre de séjour à la caisse d'assurance maladie. Le délai de prolongation des droits permettait avant tout de pallier les carences des préfectures qui ne délivrent pas à temps les documents pourtant prévus par la réglementation et permettant de justifier de la régularité du séjour des étrangers-ères. Pour les milliers de personnes visées par cette mesure, cela signifie des démarches répétées et épuisantes et, in fine, représente un surcroît de travail de gestion pour les caisses.

Ce nouveau décret met également en œuvre des restrictions de l'AME, dans le prolongement des décisions prises précédemment.

Ces durcissements successifs sont pris alors même que toutes les études montrent que les personnes étrangères font d'ores et déjà face à des obstacles importants pour accéder aux droits et aux soins et sont plus exposés aux risques de santé. Loin de la rationalisation et de l'efficacité des mécanismes de protection maladie, le gouvernement développe une politique de découragement et d'usure administrative conduisant à priver des usagers-ères de toute protection maladie. L'incitation au « non-recours » aux droits et aux soins ne peut fonder une politique de protection de la santé respectueuse de la dignité humaine, de la continuité des soins et de la préservation de la santé publique.

Nos organisations demandent :

- la sécurisation du parcours de soins des personnes étrangères ;
- le retour au mécanisme du maintien de droits de douze mois à l'Assurance maladie ;
- la suppression des obstacles à la demande d'AME telle que l'obligation du dépôt en personne.

Observatoire du droit à la santé des étrangers, 16 novembre 2020, en ligne sur <http://www.gisti.org/spip.php?article6501>

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**12€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
-------	---	---------	---	-----------------	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
-------	---	---------	---	-----------------	---

Titulaire du compte à débiter

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter

IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)